

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU
24 MARS 2011
PROCES-VERBAAL VAN DE GEMEENTERAADSZITTING VAN
24 MAART 2011

Etaient présents/waren aanwezig : M./de h. De Decker, Bourgmestre-président; Burgemeestervoorzitter.

M./de h. Desmedt, Mme/Mevr. Dupuis, MM./de hh. Cools, Sax, Dilliès, Mmes/Mevr. Verstraeten, Maison, Gol-Lescot, échevins-schepenen;

Mme/Mevr. Gustot, MM./de hh. de Lobkowicz, Beyer de Ryke, Mme/Mevr. Cattoir, M./de h. de Halleux, Mme/Mevr. Fraiteur, MM./de hh. Cohen, Wynants, Broquet, Mm/Mevr. Charlier, MM./de hh. de Heusch, Desmet, Mme/Mevr. Fremault, M./de h. Fuld, M./de h. Biermann, Mme/Mevr. François, M./de h. Vanraes, Mmes/Mevr. Roba-Rabier, Delwart, MM./Mevr. De Bock, Toussaint, Wyngaard, Kirkpatrick, Hayette, Mmes/Mevr. Francken, Delvoye, conseillers-gemeenteraadsleden;

Mme/Mevr. Theys, secrétaire communal - gemeentesecretaris.

Absents en début de séance/ Afwezig bij aanvang van de zitting : MM./de hh. de Lobkowicz, Wynants, Mmes/ Mevr. Fremault, Delwart.

Se sont fait excuser/hebben zich verontschuldigd : MM. /de hh. Martroye de Joly, de Le Hoye, Brotchi, Mme/Mevr. de T'Serclaes, M./de h. van Outryve d'Ydewalle, Mme/Mevr. Bakkali.

- La séance est ouverte à 20h 11 . De zitting begint om 20u 11. –

----- Le Conseil, De Raad. -----

M. le Président/de h. Voorzitter rend hommage à toutes les victimes du tremblement de terre suivi d'un gigantesque Tsunami au Nord-Est du Japon. Cette catastrophe a, par ailleurs, entraîné le déplacement de centaines de milliers de Japonais, vivant dans un rayon de 20 à 30 km autour des réacteurs nucléaires. Face à ce drame, le peuple japonais, ainsi que les liquidateurs des centrales atomiques, font preuve d'un sang-froid, d'un courage, d'une dignité et d'une solidarité qui suscitent le respect de la planète entière. Au nom des Uclois, M. le Président adresse à l'Ambassadeur du Japon ses condoléances les plus émues.

- Mme Fremault entre en séance -

M./de h. de Halleux expose que les conséquences de ce drame seront environnementales, économiques, sociales, politiques et financières. A Tchernobyl 600 à 800.000 liquidateurs ont bravé le feu nucléaire au péril de leur vie, ce qui a coûté plus de 10.000 milliards de dollars à l'Union Soviétique, ce qui fut une des causes de sa disparition. Mais le Japon est une démocratie et les gens ont donc le choix de se porter volontaires ou non. La question est de savoir si le nucléaire est compatible avec une démocratie en cas d'accident. Il est triste de constater que les événements de Fukushima commence à être "effacés" des médias alors que les communiqués prouvent que rien n'est arrangé. A ceux qui disent qu'il faut sortir du nucléaire, il faut savoir que très peu de centrales nucléaires ont été démantelées. Même pour les démanteler, il va falloir continuer à investir dans le nucléaire. Les choses ne sont pas simples mais il y a eu un monde avant et il y aura un monde après le 11 mars.

Objet A : **Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil communal du 24 février 2011.**

Le procès-verbal de la séance du Conseil communal du 24 février est déposé sur le bureau. S'il ne donne pas lieu à des remarques avant la fin de la séance, il sera considéré comme approuvé à l'unanimité.

Onderwerp A : **Goedkeuring van het proces-verbaal van de gemeenteraadszitting van 24 februari 2011.**

Het proces-verbaal van de gemeenteraadszitting van 24 februari 2011 werd ter inzage gelegd. Indien er voor het einde van de zitting geen opmerkingen zijn, zal het beschouwd worden als éénparig goedgekeurd.

Objet 1B – 1 : **Société coopérative intercommunale de crémation.- Modification des statuts.**

Le Conseil,

Attendu que la Société Coopérative Intercommunale de Crémation a fait parvenir le projet de modification de ses statuts, voté par son Conseil d'administration;

Que la modification des statuts a pour but, notamment, la création d'un nouveau crématorium en Région de Bruxelles-Capitale, vu que :

- le nombre de crémations au crématorium d'Uccle dépasse largement le nombre moyen de crémations par établissement dans les deux autres régions : en 2009, le nombre de crémations par établissement est de 6.348 crémations pour Bruxelles (un crématorium), de 4.654 crémations pour la Flandre (sept crématoriums) et de 3.243 crémations pour la Wallonie (trois crématoriums);

- le public qui assiste aux cérémonies est de plus en plus nombreux;

Considérant que l'intercommunale a conclu à cet effet un accord avec la commune d'Evere afin que son cimetière accueille le nouvel établissement et qui permettra notamment :

- une répartition du nombre de crémations, ce qui réduira le délai, le cas échéant, entre le décès et la crémation;

- une augmentation de la capacité d'accueil;

Que la commune d'Evere intégrera l'intercommunale par le biais d'un apport en nature sous la forme de la cession du terrain destiné à accueillir le nouveau crématorium;

Que de ce fait, elle sera représentée à l'Assemblée générale et au Conseil d'administration de l'intercommunale,

Marque son accord sur les modifications aux statuts comme proposées par l'Intercommunale.

Onderwerp 1B – 1 : **Intercommunale Coöperatieve Vennootschap voor Crematie.- Statutenwijziging.**

De Raad,

Aangezien de Intercommunale Coöperatieve Vennootschap voor Crematie een voorstel tot wijziging van haar statuten, goedgekeurd door de gemeenteraad, heeft overgemaakt;

Aangezien de oprichting van een nieuw crematorium in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de doelstelling is van de statutenwijziging, omwille van het volgende :

- het aantal crematies in het crematorium van Ukkel is veel hoger dan het gemiddelde per inrichting in de twee andere gewesten : in 2009 was het gemiddeld aantal crematies per inrichting 6.348 voor Brussel (één crematorium), 4.654 voor Vlaanderen (acht crematoria) en 3.243 voor Wallonië (drie crematoria);

- er zijn steeds meer aanwezigen op de plechtigheden;

Overwegende dat de intercommunale hieromtrent een overeenkomst heeft afgesloten met de gemeente Evere waar op de begraafplaats een nieuwe inrichting zal komen met als doelstelling:

- een verdeling van het aantal crematies waardoor de termijn tussen het overlijden en de crematies korter zal worden;

- een grotere onthaalmogelijkheid;

Aangezien de gemeente Evere zich zal aansluiten bij de intercommunale door een inbreng in natura (overdracht van het terrein waar het nieuwe crematorium zal komen);

Aangezien de gemeente vertegenwoordigd zal worden in de algemene vergadering en in de raad van bestuur van de intercommunale,

Verleent zijn goedkeuring aan de statutenwijzigingen zoals voorgesteld door de intercommunale.

**- MM. de Lobkowicz et Wynants entrent en séance -
- de hh. De Lobkowicz en Wynants komen de zitting binnen -**

Objet 1C – 1 : **Octroi du titre de Citoyen d'Honneur d'Uccle au Comte Jean-Pierre de Launoit.**

M./de h. Beyer de Ryke précise qu'il a souvent sollicité l'avis de M. le Comte Jean-Pierre de Launoit dans les moments de dissensions internes à Uccle, que ce soit en sa qualité d'échevin ou d'habitant du Fond'Roy. Vu son implication profonde envers la Commune, il est souhaitable qu'il reste très longtemps Citoyen d'Honneur à Uccle.

Objet 1C – 1 : **Octroi du titre de citoyen d'honneur au Comte Jean-Pierre de Launoit.**

Le Président expose :

"Le Comte Jean-Pierre de Launoit, né le 5 janvier 1935 à Bruxelles, est citoyen d'Uccle depuis 1959. Docteur en droit et licencié en sciences économiques de l'Université catholique de Louvain, il sera tour à tour président de plusieurs sociétés européennes, notamment le Groupe Bruxelles Lambert, la Compagnie Internationale des Wagons-Lits, le groupe européen de la Radio Télévision luxembourgeoise, Axa Royale Belge. A côté d'une brillante carrière dans la finance et le monde économique, le Comte Jean-Pierre de Launoit a également marqué la vie culturelle en Belgique : il préside depuis 1987 le concours musical international Reine Elisabeth et est co-président des Amis de la Monnaie. Soulignons par ailleurs qu'il est le premier président belge de l'Alliance française, le fondateur du Télévie et le vice-président du World Wildlife Fund;

En outre, le Comte de Launoit se caractérise surtout par un engagement citoyen exceptionnel. Parallèlement à ses multiples activités professionnelles et culturelles, il a toujours marqué un intérêt particulier pour sa commune d'Uccle, et plus particulièrement pour le sud de la commune où il réside. Fondateur du Comité de Quartier Fond Roy, il en assume avec dynamisme, efficacité et élégance, la présidence pendant les 40 dernières années, rendant à ses concitoyens et à la Commune des services éminents qui justifient totalement l'octroi du titre de citoyen d'honneur d'Uccle."

Le Conseil,

Entendu l'exposé ci-dessus,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu la décision du Collège du 22 février 2011,

Ratifie la décision du Collège du 22 février 2011.

Onderwerp 1C – 1 : **Toekenning van de titel van ereburger aan Graaf Jean-Pierre de Launoit.**

De voorzitter licht toe :

"Graaf Jean-Pierre de Launoit, geboren op 5 januari 1935 te Brussel, woont sinds 1959 in Ukkel. Dokter in de Rechten en licentiaat in de Economische Wetenschappen aan de Université catholique de Louvain, is hij achtereenvolgens voorzitter van verscheidene Europese maatschappijen, namelijk de Groep Brussel Lambert, de Internationale Maatschappij voor Slaapwagens, de Europese groep van de Radio Télévision Luxembourgeoise, Axa Bank Belgium. Naast een schitterende loopbaan in de financiële en economische wereld, heeft Graaf Jean-Pierre de Launoit ook een belangrijke rol gespeeld in het culturele leven van België : hij is sinds 1987 voorzitter van de Koningin Elisabethwedstrijd en is mede-voorzitter van de Vrienden van de Munt. Hij is overigens ook de eerste Belgische voorzitter van de Alliance française, stichter van Télévie en ondervoorzitter van het World Wildlife Fund.

Maar de voornaamste verdienste van Graaf Jean-Pierre de Launoit is zijn buitengewoon maatschappelijk engagement. Naast zijn professionele en culturele activiteiten heeft hij altijd een bijzondere belangstelling getoond voor zijn gemeente Ukkel, in het bijzonder het Zuiden van Ukkel waar hij woont. Als stichter van het Vrone Rodecomité verzekert hij er ook sinds 40 jaar de functie van voorzitter, en dit met veel elegantie, dynamisme en efficiëntie. In dit kader heeft hij zijn medeburgers en de Gemeente Ukkel talrijke waardevolle diensten bewezen, wat zijn titel van ereburger van Ukkel volkomen rechtvaardigt."

De Raad,

Gehoord deze toelichting,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het College van 22 februari 2011,

Keurt deze beslissing goed.

Objet 2A – 1 : **Formation.- Convention avec l'E.R.A.P. (École Régionale d'Administration Publique) concernant le règlement d'inscription relatif au cycle de formation obligatoire délivrant l'attestation de gardien de la paix.**

Le Conseil,

Vu la lettre de l'E.R.A.P. (École Régionale d'Administration Publique) concernant le règlement d'inscription relatif au cycle de formation obligatoire délivrant l'attestation de gardien de la paix;

Considérant que ledit règlement instaure un système de suivi des présences des agents pour éviter l'absentéisme;

Attendu que pour chaque agent qui n'atteindrait pas le pourcentage de présence requis, sauf en cas d'absence dûment justifiée, l'administration se verrait facturer le prix coûtant individuel de la formation;

Vu que le Collège des Bourgmestre et Échevins, en séance du 22 février 2011, a décidé qu'au cas où l'agent n'a pas suivi assidûment la formation susmentionnée, il sera tenu de rembourser à l'administration les frais y afférents;

Attendu que le bénéficiaire d'un tarif réduit pour la formation précitée est subordonné à l'approbation et à la signature d'une convention entre la commune et l'E.R.A.P. (École Régionale d'Administration Publique);

Que cette convention est jointe à la présente délibération;

Vu l'ordonnance du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998, organisant la tutelle administrative sur les communes de la région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins;

Décide d'approuver la convention concernant le règlement d'inscription relatif au cycle de formation obligatoire délivrant l'attestation de gardien de la paix;

Une expédition de la présente délibération sera transmise au Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, pour approbation.

Onderwerp 2A – 1 : **Vorming.- Overeenkomst met de G.S.O.B. (Gemeentelijke School voor Openbaar Bestuur) betreffende het inschrijvingsreglement voor de verplicht te volgen vormingscyclus voor het verkrijgen van het attest van gemeenschapswacht.**

De Raad,

Gelet op de brief van de G.S.O.B. (Gemeentelijke School voor Openbaar Bestuur) betreffende het inschrijvingsreglement voor de verplicht te volgen vormingscyclus voor het verkrijgen van het attest van gemeenschapswacht;

Overwegende dat het genoemde reglement een systeem van toezicht op de aanwezigheid van de ambtenaren invoert;

Aangezien dat voor de ambtenaren die het aanwezigheidspercentage niet bereiken, uitgezonderd behoorlijk gerechtvaardigde afwezigheid, aan het bestuur een factuur zal toegestuurd worden voor de individuele kostprijs van deze vorming;

Gelet dat het College van Burgemeester en Schepenen, in zitting van 22 februari 2011, heeft beslist dat de ambtenaren die de genoemde vorming niet volgens de bepalingen van het reglement volgen, de kosten dienen terug te betalen aan het bestuur;

Aangezien dat het verlenen van een verminderd tarief voor de bovengenoemde vorming gekoppeld wordt aan de goedkeuring en de handtekening van een overeenkomst tussen de Gemeente en de G.S.O.B. (Gemeentelijke School voor Openbaar Bestuur);

Overwegende dat bewuste overeenkomst als bijlage gevoegd is bij huidige beraadslaging:

Gelet op de ordonnantie van de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 14 mei 1998, houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest;

Gelet op het besluit van de Brusselse Regering van 16 juli 1998, betreffende de voorlegging van de akten van de Gemeenteverhuden aan de Regering met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

Besluit tot de goedkeuring van de overeenkomst betreffende het inschrijvingsreglement voor de verplicht te volgen vormingscyclus voor het verkrijgen van het attest van gemeenschapswacht;

Een afschrift van onderhavige beraadslaging zal aan de Minister van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest toegestuurd worden, voor goedkeuring.

Objet 2A – 2 **Personnel administratif.- Secrétaire communal.- Procédure de recrutement.**

M. l'échevin/de h. schepen Desmedt expose que le Collège a décidé de procéder par voie de recrutement, soit par appel extérieur, pour ouvrir la fonction de secrétaire communal à un maximum de candidats, tout en n'oubliant pas que les fonctionnaires communaux, qui sont dans les conditions, peuvent participer à l'épreuve au même titre que les autres candidats. Le choix semble restreint vu que certains fonctionnaires communaux remplissent les conditions mais ne sont pas candidats. La question est de savoir s'il faut nommer un secrétaire communal statutaire ou par procédure du mandat, qu'une ordonnance régionale de 2009 a créée. Le secrétaire communale, nommé pour une durée de 8 ans, reçoit une évaluation après 3 ans et une évaluation finale. Ensuite, il sera éventuellement reconduit dans ses fonctions après 8 ans ou il faudra, au contraire, engager un nouveau secrétaire communal.

Le collège s'est prononcé pour la nomination définitive d'un secrétaire communal par voie de recrutement, moyennant un stage de 2 ans. Cette procédure est plus sûre. En effet, une personne devenant secrétaire communal à la suite des tests réussis, peut se retrouver sans emploi si on ne renouvelle pas son mandat, ce qui pourrait freiner les autres postulants. Si l'on veut des candidats extérieurs performants, il est préférable de les engager pour une carrière complète, avec cependant une réserve votée au mois de janvier. Il se verra imposer un stage de 2 ans et à l'issue de celui-ci, le Collège et le Conseil communal devront décider s'il est définitivement apte.

M./de h. Cohen regrette que l'on ne fasse pas appel aux membres du personnel qui sont très performants. Mettre le personnel en compétition avec l'extérieur fait passer un mauvais message, celui de dire qu'on est obligé de faire appel à l'extérieur pour trouver de bons candidats.

M./de h. Desmet demande que la lettre de mission, adressée aux candidats, soit communiquée. M. Desmet ne souscrit pas à la remarque de M. Cohen car il ne comprend pas pourquoi le personnel serait "handicapé" par la mise en compétition avec lesdits candidats. Il est normal, pour une haute fonction, d'être mis en concurrence. Vu les examens objectifs, on peut avoir confiance dans les compétences de l'Administration pour pouvoir réussir haut la main.

M. le Président/de h. Voorzitter répond que les Régions encouragent, vu la complexité croissante de la gestion des Villes et Communes, les recrutements et le mandat de 8 ans. Dans la plupart des administrations du pays, cela se fait par recrutement externe.

M./de h. de Lobkowicz estime que la période de 8 ans est trop liée à une couleur politique. Le principe de la fonction publique, c'est une nomination à titre définitif et non pas un mandat attaché à un homme lige du Bourgmestre qui dure le même temps que lui.

Mme/Mevr. Fraiteur est favorable à l'ouverture du recrutement car cela stimulera le personnel, qui a toutes ses chances, de se surpasser à cet examen.

M. l'échevin/de h. Desmedt répond que 7 personnes remplissaient les conditions de grade, linguistiques et d'ancienneté mais la moitié de celles-ci ne sont pas intéressées. Le choix doit donc être élargi. Les membres du personnel seront-ils découragés? Les fonctionnaires peuvent déjà monter au grade de Directeur par leur mérite. Il est rassurant de savoir qu'à Uccle, il n'y a pas de nomination politique et qu'on ne peut pas couper la carrière d'une personne à cause d'une couleur politique qui ne plaît pas au Collège, ce qui ne se fait plus depuis plus de 20 ans. Les 4 membres du personnel intéressés peuvent se présenter avec les autres candidats externes. Malgré les compétences des membres du personnel, il faut rappeler que certains ne sont pas statutaires ou n'ont pas l'ancienneté. Pour répondre à M. Desmet, ce n'est qu'en cas de mandat qu'on peut imposer une lettre de mission. Toutefois elle peut toujours être faite mais à quel stade de la procédure cette lettre de mission interviendrait? Ce n'est pas si simple vu qu'il y a un examen. Les choses se feront le plus objectivement possible.

M. Desmet répond que ça rassurerait ses collègues de l'opposition d'avoir une base plus objective qui cadre le profil professionnel dans lequel devra fonctionner le futur secrétaire communal.

Le point est approuvé par 26 voix pour et 8 abstentions.

Se sont abstenus : MM. de Lobkowicz, Beyer de Ryke, Mme Cattoir, MM. Cohen, Wynants, Broquet, Mmes Fremault, Roba-Rabier.

Objet 2A – 2 : **Personnel administratif.- Secrétaire communal.- Procédure de recrutement.**

Le Conseil,

Attendu que le secrétaire communal a demandé son admission à la retraite à partir du 1er juillet 2011;

Qu'il y a donc lieu d'entamer la procédure afin de pourvoir à son remplacement;

Vu les arrêtés royaux des 20 juillet 1976 et 7 juin 1978 fixant les dispositions générales relatives aux conditions de nomination aux grades de secrétaire communal, de secrétaire communal adjoint et de receveur communal;

Vu l'ordonnance du 5 mars 2009 modifiant la nouvelle loi communale notamment en ce qui concerne la succession d'un secrétaire communal sortant;

Vu l'article 1er du règlement fixant les conditions de nomination aux grades de secrétaire communal, de secrétaire communal adjoint et de receveur communal, arrêté par le Conseil communal en séance du 27 janvier 2011, qui prévoit que "la nomination en qualité de secrétaire communal se fera par voie de promotion ou par voie de recrutement. Le Conseil communal décidera du mode de nomination, en accordant une priorité aux candidats appartenant à l'administration communale d'Uccle lorsque leur qualification personnelle et leurs mérites le justifient.";

Que le secrétaire communal est le premier conseiller des organes communaux et assure un rôle charnière entre les Autorités politiques et les services communaux;

Qu'il garantit, dans la mesure des moyens disponibles, un fonctionnement efficace et efficient des services de l'Administration permettant d'atteindre au mieux les objectifs des Autorités et d'assurer des services de qualité au citoyen;

Que le secrétaire communal devient de plus en plus un gestionnaire et manager communal, qui est chargé de garantir une fonction publique de qualité;

Qu'Uccle est une commune de près de 80.000 habitants disposant d'une administration importante dans tous les domaines et gérant des dossiers d'une complexité croissante;

Qu'il s'agit d'encourager l'excellence dans cette fonction où la qualité du titulaire est fondamentale au bon fonctionnement de la commune;

Qu'il s'indique dès lors d'ouvrir la fonction de secrétaire communal à un maximum de candidats;

Vu le nombre très restreint de candidats potentiels à cette fonction au sein du personnel communal, dont certains ont déjà confirmé ne pas être intéressé par le poste;

Vu leur qualification personnelle ainsi que leur titres et mérites;

Attendu que les candidats internes éventuels et réunissant les conditions de recrutement, pourront introduire leur candidature et seront mis sur pied d'égalité avec les candidats externes;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins,

Décide, par 26 voix pour et 8 abstentions (MM. de Lobkowicz, Beyer de Ryke, Mme Cattoir-Jacobs, MM. Cohen, Wynants, Broquet, Mmes Fremault et Roba-Rabier) de procéder à la nomination d'un secrétaire communal par voie de recrutement en vue d'une nomination définitive, moyennant un stage de deux ans.

Une expédition de la présente délibération sera transmise au Ministre de la Région de Bruxelles-capitale, pour notification.

Onderwerp 2A – 2 : **Administratief personeel.- Gemeentesecretaris.- Wervingsprocedure.**

De Raad,

Aangezien dat de gemeentesecretaris haar toelating op het pensioen heeft gevraagd vanaf 1 juli 2011;

Dat de procedure voor haar vervanging dus moet ingezet worden;

Gelet op de koninklijke besluiten van 20 juli 1976 en 7 juni 1978 houdende vaststelling van de algemene schikkingen betreffende de benoeming tot de graden van gemeentesecretaris, van adjunct-gemeentesecretaris en van gemeenteontvanger;

Gelet op de ordonnantie van 5 maart 2009 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet onder andere wat betreft de opvolging van een uittredende secretaris;

Gelet op artikel 1 van het reglement dat de benoemingsvoorwaarden vaststelt tot de graden van gemeentesecretaris, van adjunct-gemeentesecretaris en van gemeenteontvanger, vastgesteld door de gemeenteraad in zitting van 27 januari 2011, dat voorziet dat "de benoeming in de hoedanigheid van, gemeentesecretaris zal gebeuren volgens bevordering of volgens aanwerving. De gemeenteraad zal over de benoemingswijze beslissen, mits een voorrang te verlenen aan de kandidaten die tot het gemeentebestuur van Ukkel behoren indien hun persoonlijke kwalificatie en hun verdiensten het verantwoorden."

Dat de gemeentesecretaris de eerste raadgever is van de gemeentelijke organen en een sleutelrol vervult tussen de politieke overheid en de gemeentelijke diensten;

Dat hij, binnen de perken van de middelen die ter beschikking zijn, een doeltreffende en efficiënte werking garandeert van de diensten van het bestuur, dat moet toelaten de doelstellingen van de overheid te bereiken en kwaliteitsdiensten voor de burger te verzekeren;

Dat de gemeentesecretaris meer en meer een gemeentelijk beheerder en manager wordt, die belast is met het organiseren van een kwaliteitsvol openbaar ambt;

Dat Ukkel een gemeente is van bijna 80.000 inwoners, die in alle domeinen over een belangrijke administratie beschikt en dossiers moet behandelen die steeds complexer worden;

Dat het best is naar uitzonderlijkheid te streven voor deze functie waar de kwaliteit van de titularis fundamenteel is voor de goede werking van de gemeente;

Dat het dus aangewezen is de functie van gemeentesecretaris open te stellen voor een maximum aantal kandidaten;

Gelet op het zeer beperkt aantal mogelijke kandidaten voor deze functie onder het gemeentepersoneel, waarvan sommigen trouwens al meegedeeld hebben niet geïnteresseerd te zijn in deze post;

Gelet op hun persoonlijke kwalificatie en hun titels en verdiensten;

Aangezien dat de eventuele interne kandidaten die aan de wervingsvoorwaarden voldoen, hun kandidatuur kunnen indienen en op dezelfde voet als de externe kandidaten zullen geplaatst worden;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen,

Besluit, met 26 stemmen voor en 8 onthoudingen (De hh. de Lobkowicz, Beyer de Ryke, Mevr. Cattoir-Jacobs, de hh. Cohen, Wynants, Broquet, Mevr. Fremault en Roba-Rabier), over te gaan tot de benoeming van een gemeentesecretaris bij aanwerving met het oog op een vaste benoeming, na proefperiode van twee jaar.

Een uitgifte van huidige beraadslaging zal aan de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden toegestuurd, voor kennisneming.

Objet 3 – 1 : Propriétés communales.- Terrain à l'angle des rues Edith Cavell et Roberts Jones.- Octroi d'un bail emphytéotique.- Clôture et résultats de l'enquête publique préalable.

M./de h de Lobkowicz fait remarquer qu'il est contre le projet.

M./deh Cohen explique que Mme Dupuis a respecté la loi car l'information a été mise sur le site Internet mais il n'a jamais été dit qu'il y aurait encore une enquête. S'il y avait plus de publicité, il y aurait eu des remarques. M. Cohen fait remarquer que chaque mois, il reçoit toutes les enquêtes publiques mais qu'il n'a rien reçu concernant ce point.

Mme/Mevr Charlier regrette qu'il n'y ait eu que de la publicité sur le site de la Commune et, de plus, il fallait vraiment la chercher pour y avoir accès. C'est une publicité très restreinte.

Le point est approuvé par 21 voix pour et 13 abstentions.

Se sont abstenus : MM. de Lobkowicz, Beyer de Ryke, Mme Cattoir, MM. Cohen, Wynants, Broquet, Mmes Charlier, M. Desmet, Mmes Fremault, Roba-Rabier, MM. Wyngaard, Kirkpatrick, Mme Francken.

Objet 3 – 1 : Propriétés communales.- Terrain à l'angle des rues Edith Cavell et Roberts Jones.- Octroi d'un bail emphytéotique.- Clôture et résultats de l'enquête publique.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 118;

Vu la loi du 10 janvier 1824 concernant le droit d'emphytéose;

Attendu qu'en sa séance du 27 janvier 2011, le Conseil communal a adopté le principe et fixé les conditions pour l'octroi au profit d'un couple d'architectes ucclois, d'un bail emphytéotique de 70 ans portant sur une surface de 81,40 m², partie du terrain non bâti cadastré section B, n° 328 A 10, situé à l'angle des rues Edith Cavell et Roberts Jones;

Attendu que l'enquête publique destinée à informer les habitants et personnes intéressées du projet de constitution d'un droit réel sur un bien communal, s'est déroulée du 10 au 24 février 2011 inclus, sans susciter de remarque ni d'objection de leur part;

Que, sous la condition d'accord de la Tutelle, la procédure en cours peut se poursuivre avec la conclusion du bail emphytéotique;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide, par 21 voix pour et 13 abstentions (MM. de Lobkowicz, Beyer de Ryke, Mme Cattoir-Jacobs, MM. Cohen, Wynants, Broquet, Mme Charlier, M. Desmet, Mmes Fremault, Roba-Rabier, MM. Wyngaard, Kirkpatrick et Mme Francken) :

1) de prendre acte de l'absence de courrier émettant une objection ou contenant des remarques à l'encontre du projet, et d'approuver les résultats de l'enquête publique préalable à la constitution d'un droit d'emphytéose sur une bande de terrain de 81,40 m² située à l'angle des rues Edith Cavell et Roberts Jones;

2) de confirmer sa délibération n° 27.01.2011/A/010 et de poursuivre la procédure;

3) de transmettre la présente délibération à l'autorité de tutelle.

Onderwerp 3 – 1 : Gemeente-eigendommen.- Terrein gelegen aan de hoek van de Edith Cavell- en de Roberts Jonesstraat.- Toekenning van een erfpacht.- Afsluiten en resultaten van het openbaar onderzoek.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 118;

Gelet op de wet van 10 januari 1824 over het erfpachtrecht;

Aangezien in zitting van 27 januari 2011, de Gemeenteraad het principe en de voorwaarden goedgekeurde om een erfpacht met een duur van 70 jaar toe te kennen aan een koppel Ukkelse architecten, over een oppervlakte van 81,40 m², deel van de onbebouwde grond gekadastreerd sectie B, nr. 328 A 10, gelegen aan de hoek van de Edith Cavell -en Roberts Jonesstraat;

Aangezien het openbare onderzoek, met het oog om de inwoners en de personen die betrokken zijn met het ontwerp vestiging van een zakelijke recht op een gemeente goed, te informeren, zich van 10 tot en met 24 februari 2011 verlopen is, zonder dat deze er geen enkele opmerking of bezwaar tegen geuit hebben;

Dat, onder voorbehoud van een akkoord door het administratieve Toezicht, mag de aan de gang zijnde vordering doorgaan met de sluiting van het erfpacht;

Op voostel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Beslist, met 21 stemmen voor en 13 onthoudingen (De hh. de Lobkowicz, Beyer de Ryke, Mevr. Cattoir-Jacobs, de hh. Cohen, Wynants, Broquet, Mevr. Charlier, de h. Desmet, Mevr. Fremault, Roba-Rabier, de hh. Wyngaard, Kirkpatrick en Mevr. Francken) :

1) akte te nemen van het gebrek aan bezwaar of opmerking tegen het ontwerp, en de resultaten van het openbare onderzoek voorafgaand aan de vestiging van een erfpacht op een strook grond van 81,40 m² gelegen aan de hoek van Edith Cavell- en Roberts Jonesstraat, goed te keuren;

2) de beraadslaging nr. 27.01.2011/A/010 te bevestigen en de procedure verder te zetten;

3) onderhavige beraadslaging aan de toezichhoudende overheid door te sturen.

Objet 3 – 2 : Régie foncière.- Nouvelles constructions sises rue la Pêcherie, n°s 51 à 73 et rue Baron Perelman, 2-4.- Fixation des conditions de location.

M./de h. de Lobkowicz estime que le logement public doit être consacré aux pauvres et ne comprend pas que des familles à gros revenus puissent bénéficier d'un loyer de 500 à 600 € alors que d'autres familles, qui y ont droit aussi, doivent payer le double ou le triple parce qu'il n'y a pas assez de logements.

M./de h. Wyngaard et son groupe sont très heureux de voir enfin ce projet se concrétiser. Les raisons qui justifient le délai de réalisation de 7 ans sont les suivantes :

- le manque de personnel à la Régie foncière sous la précédente législature. Il n'y avait qu'une seule architecte qualifiée pour établir un cahier des charges en vue du lancement d'un appel d'offre et elle se retrouvait régulièrement inondée entre les dossiers de la Régie foncière d'une part et les dossiers des Propriétés communales d'autre part.

- la remise en question partielle, après le changement de majorité intervenue en 2007, de certains aspects énergétiques de pointe.

- le recours introduit par un riverain de la rue de la Pêcherie auprès du Conseil d'Etat et ce, suite au permis délivré par la Région.

25 logements publics, c'est peu face aux besoins pressants, que connaît la commune d'Uccle, d'une offre locative accessible à des ménages aux revenus moyens inférieurs. Ces 25 logements, plus les 6 logements de la rue Pierre de Puyselaer, représentent plus du double du nombre de logements publics moyens existant déjà à Uccle.

M. Wyngaard ne partage pas le point de vue du chef de groupe de l'Union communale. Il appartient au pouvoir public de développer une offre de logements à un prix inférieur à celui du marché, des logements qui soient accessibles aux ménages munis de revenus modestes et de permettre à une classe moyenne inférieure de demeurer à Uccle. C'est la mission fondamentale assumée par la Régie foncière. La question est de savoir si les conditions de location, qui sont proposées, répondent à cet objectif tout en respectant les exigences de rentabilité de l'investissement consenti par la Commune. Il n'en demeure pas moins qu'à la lecture du rapport, il est difficile d'en faire une idée précise, d'exercer pleinement le rôle de vigilance critique. Il est important de répondre à certaines questions concernant les revenus des futurs locataires et sur les loyers demandés. Les revenus s'échelonnaient entre 19.000 et 55.000 € bruts imposables par an. Les allocations familiales sont-elles comprises dans ces chiffres? D'autres critères que les revenus seront-ils pris en compte pour l'octroi des logements et pour la fixation du loyer? Y a-t-il une garantie que le montant du loyer exigé ne dépassera pas le tiers du revenu global net de la personne isolée ou du ménage concerné? A supposer qu'on serait au-dessus du tiers du revenu net de la personne ou du ménage, un dispositif tel qu'une allocation ou un loyer communal ne peut-il pas être envisagé? Cela permettrait d'octroyer aux intéressés la différence entre le tiers des revenus et le montant du loyer. Quel est le montant des loyers pour les maisons avenue du Prince de Ligne et pour les appartements de la rue Rittweger? Est-ce que ce sont les mêmes tranches ou ne s'est-on pas référé à ces loyers-là pour fixer ceux-ci? A quels écarts de revenus correspondent les fourchettes des loyers proposés pour chaque type de logements? Une règle de progressivité est-elle prévue? Le cas échéant, un tableau a-t-il été établi ou va-t-il être établi à l'avenir pour objectiver l'octroi de ces logements? Comment le montant de 400 à 500 € a-t-il été déterminé pour les studios car il semble que cela soit trop élevé et il n'y a pas de différence notable entre le marché privé et les logements publics. Les baux de 3 ans sont-ils renouvelables et si oui, à quelles conditions?

M./de h. de Halleux se réjouit de cette mise en location car l'avantage est que les personnes, vivant dans ces logements supplémentaires, vont alimenter et faire vivre la commune. Il se demande si une grille ne pourrait pas objectiver la différence des loyers par rapport aux revenus.

Mme l'échevin/Mevr schepen Dupuis répond qu'aucun sacrifice n'a été fait sur les options de pointe en matière d'économie d'énergie. Le surcoût de ce type de bâtiment a été limité à 15 %, ce qui paraît être une norme à poursuivre dans ce type de construction.

Mme l'échevin Dupuis estime que les investissements de construction doivent normalement être attribués au secteur social parce que c'est la grande misère. Concernant les revenus moyens, il n'y a pas, sur la place de Bruxelles, de véritables déterminations de ce qu'est un revenu moyen locatif. Il y a toujours un recours à la fourchette de revenus qui est celle de la société de développement régional. C'est pour cette raison qu'un certain nombre de personnes sont prises en compte avec des revenus plus élevés. Il faut savoir que la moyenne des revenus moyens parmi les inscrits est rarement de plus de 30.000 €. Il est possible d'avoir des situations de "55.000". On met des enfants à charge avec des latitudes supplémentaires mais dans la pratique, ce ne sont pas ces gens qui s'inscrivent.

D'autre part, il serait intéressant dans la Région bruxelloise d'avoir une norme de revenus moyens pour l'accessibilité aux logements publics locatifs, qui serait alors supérieure au revenu d'accessibilité au logement social mais qui ne serait pas aussi élevée que ce qui est pratiqué à la SDRB. Concernant la grille de référence, ce sera la fourchette basse qui sera appliquée dans la pratique. Mais une réserve est émise, qui est la possibilité d'avoir une fourchette haute au cas où des gens avec un revenu plus important, inscrits en toute légalité, viendraient se voir octroyer le bénéfice d'un logement. Les gens seront traités en toute équité.

En ce qui concerne les critères, il faut être inscrit sur la liste de demande de la Régie et dans un ordre d'ancienneté. Il y a actuellement 400 inscrits (sociaux et moyens confondus).

Concernant la fixation des loyers, c'est la première expérience de mettre en location des logements à consommation basse et sur lesquels les locataires feront des économies de charge.

Concernant les loyers Rittweger, ce n'était pas une référence totale car, à l'époque où il n'y avait pas de règlement d'octroi, des gens ont été placés dans cette rue à des tarifs qui n'étaient pas moyens. Suite à une recherche à la Régie des bâtiments de Bruxelles, les logements moyens ont été pris comme référence et un service d'accompagnement logement fait, chaque semaine, le relevé des offres de logements.

Mme l'échevin Dupuis propose de diminuer le prix des flats à 350 €.

Il y a deux types de bail. Le bail du logement social, qui est à durée indéterminée et le bail du logement moyen qui est un bail classique de 3 ans passant à 9 une fois les 3 ans écoulés.

M./de h. Wyngaard se demande ce qui se passerait si les revenus des locataires changent après 3 ans, 9 ans?

**- Mme Delwart entre en séance -
- Mevr. Delwart komt de zitting binnen -**

Mme l'échevin/Mevr schepen Dupuis répond qu'il faut examiner la situation et donner ces logements à d'autres personnes.

M./de h. Wyngaard demande quelles sont les modifications qui ont été introduites en 2007 ?

Mme l'échevin/Mevr schepen Dupuis explique qu'elle a insisté pour que les prix diminuent. On a conservé tout l'arsenal éco-construction pour les maisons et transformé le bâtiment-bloc en un bâtiment basse énergie. Il y aura une partie des personnes seules et une partie de personnes âgées dans le bloc et pour elles, une utilisation plus normale et plus accessible des systèmes de chauffage.

M./de h. Wyngaard demande si des systèmes de chauffage différents ont été installés au niveau de certains bâtiments par rapport à d'autres?

Mme l'échevin/Mevr schepen Dupuis répond que les techniques de pointe sont maintenues pour les maisons mais peut-être pas pour le bâtiment bloc.

Le point est approuvé par 30 voix pour et 5 abstentions.

Se sont abstenus : Mme Charlier, MM. Desmet, Wyngaard, Kirkpatrick, Mme Francken.

Objet 3 – 2 : Régie Foncière.- Nouvelles constructions, sises rue de la Pêcherie n°s 51 à 73 et rue Baron Perelman n° 2-4.- Fixation des conditions de location.

Le Conseil,

Vu l'article 232 de la nouvelle loi communale relatif à la fixation des conditions de location des propriétés de la commune;

Vu la décision du Conseil Communal du 28 avril 2005, approuvant le projet de construction de logements à l'angle de la rue de la Pêcherie et la rue Baron Perelman;

Attendu que les travaux seront achevés en principe courant juin 2011;

Attendu que le projet comporte un total de 25 logements basse énergie répartis comme suit :

- au numéros 51, 53, 55, 57, 59, 61, 63, 65, 67, 69 et 71 de la rue de la Pêcherie : 11 maisons unifamiliales 3 chambres;

- au numéro 73 de la rue de la Pêcherie : 1 maison unifamiliale 4 chambres;

- au numéro 2 de la rue Baron Perelman dans l'immeuble collectif : 1 studio, 3 appartements 1 chambre, 2 appartements 2 chambres;

- au numéro 4 de la rue Baron Perelman dans l'immeuble collectif : 3 studios, 3 appartements 1 chambre, 1 appartement 2 chambres;

Attendu que tous ces immeubles sont affectés à du logement moyen, lesquels tombent sous le coup du règlement d'octroi pour les logements communaux, adopté par le Conseil communal en date du 24 avril 2008;

Sur proposition du Collège échevinal,

Fixe, par 30 voix pour et 5 abstentions (Mme Charlier, MM. Desmet, Wyngaard, Kirkpatrick et Mme Francken), les conditions de location suivantes :

- pour les maisons 3 chambres : loyer de 750 à 950 €, montant à adapter en fonction des revenus des candidats et indexé à date anniversaire du bail sur base de l'indice santé;

- pour la maison 4 chambres : loyer de 950 à 1.100 €, montant à adapter en fonction des revenus des candidats et indexé à date anniversaire du bail sur base de l'indice santé;

- pour les studios : loyer de minimum 350 à 500 €, montant à adapter en fonction des revenus des candidats et indexé à date anniversaire du bail sur base de l'indice santé;

- pour les appartements 1 chambre : loyer de 500 à 600 €, montant à adapter en fonction des revenus des candidats et indexé à date anniversaire sur base de l'indice santé;

- pour les appartements 2 chambres : loyer de minimum 600 à 750 €, montant à adapter en fonction des revenus des candidats et indexé à date anniversaire du bail sur base de l'indice santé;

- pour tous les logements : bail de résidence principale de 3 ans.

Onderwerp 3 – 2 : Bedrijf voor Grondbeleid.- nieuwe constructies in de Visserijstraat 51, 53, 55, 57, 59, 61, 63, 65, 67, 69, 71 en 73 en de Baron Perelmanstraat 2 en 4.- Vastlegging van de huurvoorwaarden.

De Raad,

Gelet op artikel 232 van de nieuwe gemeentewet betreffende de vastlegging van de huurvoorwaarden van gemeente-eigendommen;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 28 april 2005 tot goedkeuring van het woningproject aan de hoek van de Visserijstraat en de Baron Perelmanstraat;

Aangezien de werken in principe in de loop van juni 2011 voltooid zullen zijn;

Aangezien dit project 25 woningen met een laag energieverbruik omvat, meer bepaald :

- Visserijstraat 51, 53, 55, 57, 59, 61, 63, 65, 67, 69 en 71 : 11 eengezinswoningen 3 kamers;
- Visserijstraat 73 : 1 eengezinswoning 4 kamers;
- Baron Perelmanstraat 2 in het gemeenschappelijk gebouw : 1 studio, 3 appartementen 1 kamer, 2 appartementen 2 kamers;
- Baron Perelmanstraat 4 in het gemeenschappelijk gebouw : 3 studio's, 3 appartementen 1 kamer, 1 appartement 2 kamers;

Aangezien dit allemaal middelgrote woningen zijn die vallen onder het reglement inzake de toekenning van gemeentelijke woningen, goedgekeurd door de gemeenteraad van 24 april 2008;

Op voorstel van het schepencollege,

Legt, met 30 stemmen voor en 5 onthoudingen (Mevr. Charlier, de hh. Desmet, Wyngaard, Kirkpatrick en Mevr. Francken), les conditions de location suivantes :

Legt de volgende huurvoorwaarden vast :

- voor de woningen 3 kamers : huur van € 750 tot 950, op basis van het inkomen van de kandidaten en geïndexeerd op de verjaardag van de overeenkomst op basis van de gezondheidsindex;
- voor de woningen 4 kamers : huur van € 950 tot 1.100, op basis van het inkomen van de kandidaten en geïndexeerd op de verjaardag van de overeenkomst op basis van de gezondheidsindex;
- voor de studio's : huur van min. € 350 tot 500, op basis van het inkomen van de kandidaten en geïndexeerd op de verjaardag van de overeenkomst op basis van de gezondheidsindex;
- voor de appartementen 1 kamer : huur van € 500 tot 600, op basis van het inkomen van de kandidaten en geïndexeerd op de verjaardag van de overeenkomst op basis van de gezondheidsindex;
- voor de appartementen 2 kamers : huur van min. € 600 tot 750, op basis van het inkomen van de kandidaten en geïndexeerd op de verjaardag van de overeenkomst op basis van de gezondheidsindex;
- voor alle woningen : huurovereenkomst van hoofdverblijfplaats van 3 jaar.

Objet 4A – 1 : **Travaux publics.- Nouvelle loi communale article 234, alinéa 3.- Marchés publics.- Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et échevins.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234, § 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation des marchés par procédure négociée en vertu de l'article 17, § 2, 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 14 décembre 2010 - Achat de deux défibrillateurs externes automatiques - € 5.000 (T.V.A. comprise) - Article 131/744-98/88 - Fonds de réserve;
- 1er mars 2011 - Aménagements divers en vue de lutter contre les inondations - Exercice 2010 - Modification de la liste des travaux à effectuer;
- 1er mars 2011 - Maison communale : climatisation du local informatique communale - € 20.000 (T.V.A. comprise) - Article 137/724-60/85 - Emprunt;
- 1er mars 2011 - Ecole des Bouleaux : placement de linoléum dans quatre classes maternelles - € 20.000 (T.V.A. comprise) - Article 721/724-60/85 - Emprunt;

- 8 mars 2011 - Centre Culturel : dépollution et enlèvement de l'ancienne citerne à mazout - Dépense supplémentaire de € 3.393,32 (T.V.A. comprise) - Article 137/724-60/85;
- 8 mars 2011 - Remplacements ou réparation de toitures et gouttières - Décapage et cimentage du pignon de la toiture sis rue Xavier De Bue entre les n°s 18 et 20 - € 3.941,49 (majoration 10 % et T.V.A. comprises) - Article 137/724-60/96 - Emprunt;
- 15 mars 2011 - Centre sportif Neerstalle : remise en état du revêtement du parking - € 41.140 (T.V.A. comprise) - Article 764/721-60/82 - Emprunt;
- 15 mars 2011 - Mission d'assistance technique pour le service Mobilité - € 20.000 (T.V.A. comprise) - Article 410/747-60/95 - Emprunt.

Onderwerp 4A – 1 : **Openbare werken.- Nieuwe gemeentewet artikel 234, alinea 3.- Overheidsopdrachten.- Mededeling van de beslissingen van de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnanties van 17 juli 2003 en 9 maart 2006;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 17, § 2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het Schepencollege :

- 14 december 2010 - Aankoop van twee automatische externe defibrillators - € 5.000 (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 131/744-98/88 - Reservefonds;
- 1 maart 2011 - Diverse werkzaamheden in de strijd tegen de overstromingen - Dienstjaar 2010 - Wijziging van de lijst van de uit te voeren werken;
- 1 maart 2011 - Gemeentehuis : airconditioning van het gemeentelijk informaticalokaal - € 20.000 (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/724-60/85 - Lening;
- 1 maart 2011 - School Les Bouleaux : aanbrengen van linoleum in vier kleuterklassen - € 20.000 (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 721/724-60/85 - Lening;
- 8 maart 2011 - Cultureel centrum : saneren en verwijderen van de oude mazouttank - Bijkomende uitgave van € 3.393,32 (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/724-60/85;
- 8 maart 2011 - Vervanging of herstelling van daken en dakgoten - Schoonmaken en bezetten en cementeren van de hoek van het dak Xavier De Buestraat, tussen de nrs 18 en 20 - € 3.941,49 (verhoging 10 % en B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/724-60/96 - Lening;
- 15 maart 2011 - Sportcentrum Neerstalle : herstelling van de parking - € 41.140 (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 764/721-60/82 - Lening;
- 15 maart 2011 - Opdracht voor technische assistentie voor de Mobiliteitsdienst - € 20.000 (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 410/747-60/95 - Lening.

Objet 4A – 2 : **Egouttage et pavage au cimetière de Verrewinkel.- Exercice 2011.- Approbation de la dépense, des documents d'adjudication, du mode de passation de marché et du mode de financement.**

Le Conseil,

Attendu qu'un crédit de 400.000,00 € pour des travaux d'égouttage et de pavage au cimetière de Verrewinkel est inscrit à l'article 878/732-60/82 des dépenses extraordinaires du budget 2011;

Attendu que le Collège propose la réfection de l'égout et du pavage de l'avenue 2 et de l'allée 9 entre les avenues 2 et 3;

Attendu que les travaux comprendront principalement :

- le démontage du revêtement en pavés;
- la démolition de l'égout existants;
- les terrassements;

- la pose d'un nouvel égout en béton;
- la pose d'une fondation en béton maigre;
- la pose et le raccordement d'avaloirs;
- le repavage de l'avenue;

Attendu que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 199.916,20 €, TVA comprise et que cette dépense sera imputée à l'article 421/731-60/82 du budget 2011;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale,

Décide d'approuver :

- 1) la dépense de 199.916,20 €, TVA comprise;
- 2) les documents d'adjudication devant régir les travaux du présent lot;
- 3) le mode de passation du marché, qui sera l'adjudication publique et fixer les renseignements concernant les capacités financières, économiques et techniques des entrepreneurs, à savoir :
 - une déclaration concernant le chiffre d'affaire global et en travaux de l'entreprise au cours des trois derniers exercices;
 - des titres d'études et professionnels de l'entrepreneur et/ou des cadres de l'entreprise et, en particulier, du ou des responsables de la conduite des travaux;
 - une liste des travaux similaires exécutés au cours des cinq dernières années, cette liste étant appuyée de certificats de bonne exécution. Ces certificats indiquent le montant, l'époque et le lieu de d'exécution des travaux et préciseront s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin;
 - une déclaration mentionnant la composition d'une équipe type qui sera chargée de l'exécution des travaux ainsi que la liste du matériel qui sera en service;
 - attestation ONSS;
 - le soumissionnaire doit satisfaire aux conditions de l'agrégation d'entrepreneur de travaux, catégorie C, classe 2 ou plus;
- 4) le mode de financement par emprunt.

Onderwerp 4A – 2 : Herstellen van het riool en van de keibestrating in het Kerkhof van Verrewinkel.- Dienstjaar 2011.- Goedkeuring van de uitgave, de aanbestedingsdocumenten, de gunningswijze van de opdracht en de financieringswijze.

De Raad,

Aangezien dat de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2011 een bedrag van 400.000,00 € voorziet op artikel 878/732-60/82 voor het herstellen van riolen in de kerkhoven van Verrewinkel en van de Dieweg;

Aangezien dat het College het herstellen van de riool en van de keibestrating in het kerkhof van Verrewinkel voorstelt;

Aangezien dat de werken hoofdzakelijk zullen omvatten :

- het uitbreken van de bestrating en van de bestaande fundering;
- het uitbreken van het riool;
- de uitgravingen;
- het bouwen van een nieuwe riool;
- het plaatsen van een fundering in mager beton;
- het plaatsen van slikkers;
- de keibestrating;

Aangezien dat de raming der uitgave voor deze werken 199.916,20 €, BTW inbegrepen belooft;

Aangezien dat deze uitgave zal geboekt worden op artikel 421/731-60/82 van de begroting 2011;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet,

Beslist :

- 1) de uitgave van 199.916,20 €, BTW inbegrepen, goed te keuren;

2) de aanbestedingsdocumenten die deze werken beheersen goed te keuren;

3) de gunningswijze door openbare aanbesteding goed te keuren en de inlichtingen vast te stellen betreffende de financiële, economische en technische draagkrachten van de aannemer, te weten :

- een verklaring betreffende de totale omzet en de omzet in werken van de onderneming over de laatste drie boekjaren;

- studie- en beroepskwalificaties van de aannemer en/of van het ondernemingskader, in het bijzonder, van de verantwoordelijke(n) voor de leiding van de werken;

- een lijst van de werken uitgevoerd tijdens de laatste vijf jaar, en gestaafd door getuigschriften van goede uitvoering. Deze werken bevatten het bedrag, het tijdstip en de plaats van uitvoering van de werken en geven duidelijk weer of deze uitgevoerd werden volgens de regels van de kunst en of ze op regelmatige wijze tot een goed einde werden gebracht;

- een verklaring waarin de samenstelling van een typeploeg die zal belast worden met de uitvoering van de werken alsook een lijst van het materieel dat in dienst zal zijn, vermeld is;

- een getuigschrift van de R.S.Z.;

- de inschrijvers zullen aan de voorwaarden van de erkenning als aannemer van werken voldoen, categorie C, klasse 2 of meer;

4) zijn akkoord te verlenen om een lening aan te gaan om de uitgave te financieren.

Objet 4A – 3 : Réaménagement de la rue de Calevoet.- Exercice 2011.- Approbation de la dépense, des documents d'adjudication, du mode de passation de marché et du mode de financement.

Le Conseil,

Attendu qu'un crédit de 500.000,00 € est inscrit à l'article 421/731-60/82 des dépenses extraordinaires du budget 2011 pour le réaménagement de la rue de Calevoet;

Attendu que les travaux comprendront principalement :

- le démontage du revêtement et de la fondation existante;

- le démontage des trottoirs et des bordures existantes;

- les terrassements;

- la pose d'une fondation en béton maigre;

- la reconstruction du trottoir en pavés en béton;

- l'asphaltage de la voirie;

Attendu que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 499.996,81 €, TVA comprise et que cette dépense sera imputée à l'article 421/731-60/82 du budget 2011;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale,

Décide d'approuver :

1) la dépense de 499.996,81 €, TVA comprise;

2) des documents d'adjudication devant régir les travaux du présent lot;

3) le mode de passation du marché, qui sera l'adjudication publique et fixer les renseignements concernant les capacités financières, économiques et techniques des entrepreneurs, à savoir :

- une déclaration concernant le chiffre d'affaire global et en travaux de l'entreprise au cours des trois derniers exercices;

- des titres d'études et professionnels de l'entrepreneur et/ou des cadres de l'entreprise et, en particulier, du ou des responsables de la conduite des travaux;

- une liste des travaux similaires exécutés au cours des cinq dernières années, cette liste étant appuyée de certificats de bonne exécution. Ces certificats indiquent le montant, l'époque et le lieu de d'exécution des travaux et préciseront s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin;

- une déclaration mentionnant la composition d'une équipe type qui sera chargée de l'exécution des travaux ainsi que la liste du matériel qui sera en service;

- attestation ONSS;
 - le soumissionnaire doit satisfaire aux conditions de l'agréation d'entrepreneur de travaux, catégorie C, classe 3 ou plus;
- 4) d'approuver le mode de financement par emprunt.

Onderwerp 4A – 3 : Heraanleg van de Calevoetstraat.- Dienstjaar 2011.- Goedkeuring van de uitgave, de aanbestedingsdocumenten, de gunningswijze van de opdracht en de financieringswijze.

De Raad,

Aangezien dat de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2011 een bedrag van 500.000,00   voorziet op artikel 421/731-60/82 voor de heraanleg van de Calevoetstraat;

Aangezien dat de werken hoofdzakelijk zullen omvatten :

- het uitbreken van de bestrating en van de bestaande fundering;
- het uitbreken van de voetpaden en van de bestaande boordstenen;
- de uitgravingen;
- het plaatsen van een fundering in mager beton;
- het plaatsen van een nieuwe voetpadbedekking in betonstraatstenen van grijze kleur;
- de asfaltering van de wegenis;

Aangezien dat de raming der uitgave voor deze werken 499.996,81  , BTW inbegrepen beloopt en dat deze uitgave geboekt zal worden op artikel 421/731-60/82 van de begroting 2011;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet,

Beslist :

- 1) de uitgave van 499.996,81  , BTW inbegrepen, goed te keuren;
- 2) de aanbestedingsdocumenten die deze werken beheersen goed te keuren;
- 3) de gunningswijze door openbare aanbesteding goed te keuren en de inlichtingen vast te stellen betreffende de financiële, economische en technische draagkrachten van de aannemer, te weten :
 - een verklaring betreffende de totale omzet en de omzet in werken van de onderneming over de laatste drie boekjaren;
 - studie- en beroepskwalificaties van de aannemer en/of van het ondernemingskader, in het bijzonder, van de verantwoordelijke(n) voor de leiding van de werken;
 - een lijst van de werken uitgevoerd tijdens de laatste vijf jaar, en gestaafd door getuigschriften van goede uitvoering. Deze werken bevatten het bedrag, het tijdstip en de plaats van uitvoering van de werken en geven duidelijk weer of deze uitgevoerd werden volgens de regels van de kunst en of ze op regelmatige wijze tot een goed einde werden gebracht;
 - een verklaring waarin de samenstelling van een typeploeg die zal belast worden met de uitvoering van de werken alsook een lijst van het materieel dat in dienst zal zijn, vermeld is;
 - een getuigschrift van de R.S.Z.;
 - de inschrijvers zullen aan de voorwaarden van de erkenning als aannemer van werken voldoen, categorie C, klasse 3 of meer;
- 4) zijn akkoord te verlenen om een lening aan te gaan om de uitgave te financieren.

**- MM. de Halleux et de Heusch sortent -
- de hh. De Halleux en de Heusch verlaten de zaal -**

Objet 4A – 4 : Réfection du pavage de la rue Engeland.- Exercice 2011.- Approbation de la dépense, des documents d'adjudication, du mode de passation de marché et du mode de financement.

Le Conseil,

Attendu qu' un crédit de 1.875.000,00 € pour l'amélioration de la voirie est inscrit à l'article 421/731-60/82 des dépenses extraordinaires du budget 2011;

Attendu que le Collège propose la réfection du pavage de la rue Engeland;

Attendu que les travaux comprendront principalement :

- le démontage du revêtement et de la fondation existante;
- le démontage des trottoirs et des bordures existantes;
- les terrassements;
- la pose d'une fondation en béton maigre;
- la reconstruction du trottoir en pavés de béton;
- le pavage de la voirie;

Attendu que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 181.907,77 €, TVA comprise et que cette dépense sera imputée à l'article 421/731-60/82 du budget 2011;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale,

Décide d'approuver :

- 1) la dépense de 181.907,77 €, TVA comprise;
- 2) des documents d'adjudication devant régir les travaux du présent lot;
- 3) le mode de passation du marché, qui sera l'adjudication publique et fixer les renseignements concernant les capacités financières, économiques et techniques des entrepreneurs, à savoir :
 - une déclaration concernant le chiffre d'affaire global et en travaux de l'entreprise au cours des trois derniers exercices;
 - des titres d'études et professionnels de l'entrepreneur et/ou des cadres de l'entreprise et, en particulier, du ou des responsables de la conduite des travaux;
 - une liste des travaux similaires exécutés au cours des cinq dernières années, cette liste étant appuyée de certificats de bonne exécution. Ces certificats indiquent le montant, l'époque et le lieu de d'exécution des travaux et préciseront s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin;
 - une déclaration mentionnant la composition d'une équipe type qui sera chargée de l'exécution des travaux ainsi que la liste du matériel qui sera en service;
 - attestation ONSS;
 - le soumissionnaire doit satisfaire aux conditions de l'agrégation d'entrepreneur de travaux, catégorie C, classe 3 ou plus;
- 4) le mode de financement par emprunt.

Onderwerp 4A – 4 : Herstellen van de keibestrating van de Engelandstraat.- Dienstjaar 2011.- Goedkeuring van de uitgave, de aanbestedingsdocumenten, de gunningswijze van de opdracht en de financieringswijze.

De Raad,

Aangezien dat de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2011 een bedrag voorziet van 1.875.000,00 € op artikel 421/731-60/82 voor de verbetering van de wegenis;

Aangezien dat het College, het herstellen van de keibestrating van de Engelandstraat voorstelt;

Aangezien dat de werken hoofdzakelijk zullen omvatten :

- het uitbreken van de bestrating en van de bestaande fundering;
- het uitbreken van de voetpaden en van de bestaande boordstenen;
- de uitgravingen;
- het plaatsen van een fundering in mager beton;
- het heraanleggen van het voetpad in betonstenen;

- de keibestrating van de wegenis;

Aangezien dat de raming der uitgave voor deze werken 181.907,77 €, BTW inbegrepen beloopt en deze uitgave geboekt zal worden op artikel 421/731-60/82 van de begroting 2011; Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet,

Beslist :

1) de uitgave van 181.907,77 €, BTW inbegrepen, goed te keuren;

2) de aanbestedingsdocumenten die deze werken beheersen goed te keuren;

3) de gunningswijze door openbare aanbesteding goed te keuren en de inlichtingen vast te stellen betreffende de financiële, economische en technische draagkrachten van de aannemer, te weten :

- een verklaring betreffende de totale omzet en de omzet in werken van de onderneming over de laatste drie boekjaren;

- studie- en beroepskwalificaties van de aannemer en/of van het ondernemingskader, in het bijzonder, van de verantwoordelijke(n) voor de leiding van de werken;

- een lijst van de werken uitgevoerd tijdens de laatste vijf jaar, en gestaafd door getuigschriften van goede uitvoering. Deze werken bevatten het bedrag, het tijdstip en de plaats van uitvoering van de werken en geven duidelijk weer of deze uitgevoerd werden volgens de regels van de kunst en of ze op regelmatige wijze tot een goed einde werden gebracht;

- een verklaring waarin de samenstelling van een typeploeg die zal belast worden met de uitvoering van de werken alsook een lijst van het materieel dat in dienst zal zijn, vermeld is;

- een getuigschrift van de R.S.Z.;

- de inschrijvers zullen aan de voorwaarden van de erkenning als aannemer van werken voldoen, categorie C, klasse 3 of meer;

4) zijn akkoord te verlenen om een lening aan te gaan om de uitgave te financieren.

Objet 4A – 5 : Acquisition d'une pelle hydraulique pour le service de la Voirie et d'une chargeuse hydraulique pour le service de la Propreté publique.- Approbation des dépenses, du cahier spécial des charges, du mode de passation du marché et du mode de financement des dépenses.

Le Conseil,

Vu que le budget extraordinaire de l'année 2011, comprend un crédit de 180.000€ à l'article 421/744-51/84 pour l'achat d'une pelle hydraulique pour le service de la voirie et un crédit de 180.000€ à l'article 875/744-51/84 pour l'achat d'un chargeur pour le service de la propreté publique;

Vu le cahier spécial des charges, établi en vue d'un marché par adjudication publique;

Vu que le marché sera divisé en deux lots :

- Lot 1 : une pelle hydraulique pour le service de la voirie : dépense estimée à 180.000 € (TVAC);

- Lot 2 : un chargeur pour le service de la propreté publique : dépense estimée à 180.000€ (TVAC);

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins,

Marque son accord l'estimation de 180.000€ (TVAC) à l'article 421/744-51/84 pour l'achat d'une pelle hydraulique pour le service de la voirie et l'estimation de 180.000€ à l'article 875/744-51/84 pour l'achat d'un chargeur pour le service de la propreté publique, le cahier spécial des charges et la passation du marché par adjudication publique.

Un avis sera publié au Journal officiel des Communautés européennes et au Bulletin des Adjudications;

Les dépenses seront couvertes par un emprunt.

Onderwerp 4A – 5 : **Aankoop van een hydraulische graafmachine voor de wegendienst en van een hydraulische laadmachine voor de dienst openbare Reinheid.- Goedkeuring van de uitgaven, van het bestek, van de wijze van gunning en van de wijze van betaling van de uitgaven.**

De Raad,

Aangezien de buitengewone begroting van het dienstjaar 2011 op het artikel 421/744-51/84 een krediet van € 180.000 bevat voor de aankoop van een hydraulische graafmachine voor de wegendienst en op het artikel 875/744-51/84 een krediet van € 180.000 voor de aankoop van een hydraulische laadmachine voor de dienst Reinheid;

Gelet op het hierbij gevoegd bijzonder lastenkohier opgesteld met het oog op een openbare aanbesteding;

Aangezien de opdracht twee percelen omvat :

- Perceel 1 : een hydraulische graafmachine voor de wegendienst : vermoedelijke uitgave : € 180.000 (BTWI);

- Perceel 2 : een laadmachine voor de dienst openbare Reinheid : vermoedelijke uitgave : € 180.000 (BTWI);

Gelet op artikel 234 van de nieuwe hemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Hecht zijn akkoord aan de raming van € 180.000 BTW inbegrepen op het artikel 421/744-51/84 voor de aankoop van een hydraulische graaf machine voor de wegendienst en aan de raming van € 180.000 op het artikel 875/744-51/84 voor de aankoop van een hydraulische laadmachine voor de dienst Reinheid, aan het bestek en aan de gunning ingevolge de openbare aanbesteding.

Een bericht zal verschijnen in het Publicatieblad van de Europese Unie en in het Bulletin der Aanbestedingen;

De uitgaven zullen door een lening gedekt worden.

Objet 4A – 6 : **Centre Culturel et Artistique.- Réparation toitures et gouttières.- Approbation du projet, de l'estimation, du mode de passation du marché et du financement de la dépense.**

Le Conseil,

Vu la sous-allocation de 200.000,00 EUR figurant à l'article 76201/724-60/96 du budget extraordinaire de 2011 pour couvrir notamment la dépense relative à la réalisation du projet cité en objet;

Vu le cahier spécial des charges rédigé par nos services qui prévoit une estimation approximative de 144.873,90 EUR (HTVA) ou 175.297,42 EUR (TVAC); cette dernière somme étant encore à majorer de 10 % pour couvrir l'application de la formule de révision et les éventuels travaux imprévus; ce qui en porte le montant à 192.827,16 EUR (majoration de 10 % et TVAC), arrondi à 200.000,00 EUR;

Vu les articles 117, alinéa 1 et 234, alinéa 1 de la nouvelle loi communale;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 modifié par l'arrêté royal du 29 avril 1999 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 3, § 1 et régissant le présent marché;

Sur proposition du Collège échevinal,

Décide d'approuver le points ci-après :

1) le projet dressé par les services communaux;

2) l'estimation arrondie à 200.000,00 EUR (majoration de 10 % et TVAC);

3) le mode de passation du marché soit une adjudication publique;

4) le financement de la dépense par demande d'emprunt + subsides;

5) la transmission de la présente décision au pouvoir subsidiant et aux autorités de Tutelle.

Onderwerp 4A – 6 : **Cultureel en Artistiek Centrum.- Herstellen van de daken en dakgoten.- Goedkeuring van het ontwerp, van de raming, van de gunningswijze van de opdracht en van de financiering van de uitgave.**

De Raad,

Gelet op de toelage van 200.000,00 EUR onder artikel 76201/724-60/96 van de buitengewone begroting van 2011 om met name de uitgave te dekken betreffende de uitvoering van het hierboven vermelde onderwerp;

Gelet op het door onze diensten opgestelde bestek dat een schatting voorziet van ongeveer 144.873,90 EUR (excl. btw) of 175.297,42 EUR (incl. btw); waarbij dit laatste bedrag nog te vermeerderen is met 10 % om de toepassing van de herzieningsformule en eventuele onvoorziene werken te dekken, wat het bedrag brengt op 195.827,16 EUR (vermeerdering van 10 % en btw inbegrepen), afgerond op 200.000,00 EUR;

Gelet op artikels 117, alinea 1 en 234, alinea 1 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 gewijzigd bij koninklijk besluit van 29 april 1999 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, met name artikel 3, § 1 dat onderhavige opdracht regelt;

Op voorstel van het schepencollege,

Beslist de volgende punten goed te keuren :

- 1) het door de gemeentediensten opgestelde ontwerp;
- 2) de op 200.000,00 EUR afgeronde raming (10 % vermeerdering en btw inbegrepen);
- 3) de gunningswijze van de opdracht, namelijk een openbare aanbesteding;
- 4) de financiering van de uitgave door een lening aan te gaan + subsidies;
- 5) het overmaken van onderhavige beslissing aan de subsidiërende overheid en aan de toezichthoudende overheid.

Objet 4A – 7 : **Piscine Longchamp.- Rénovation du système de ventilation.- Approbation des conditions du marché et de la modification du mode de financement.**

Le Conseil,

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à la rénovation du système de ventilation de la piscine Longchamp;

Considérant qu'il y a lieu que soit passé un marché public ayant pour objet les travaux précités;

Considérant que le Bureau d'études Teenconsulting a, conjointement avec le service Maintenance des Bâtiments communaux, rédigé le cahier spécial des charges qui prévoit une dépense maximale de 500.000,00 € (T.V.A. comprise);

Considérant cette dépense émerge à l'article 764/724-60/85 du budget extraordinaire 2011 où figure un disponible de 500.000,00 €;

Vu le financement des travaux prévu au budget uniquement par subsides;

Considérant que le montant des subsides à recevoir est finalement estimé à 365.000,00 €, il y a lieu d'en modifier le mode de financement, soit par subsides et emprunt de 135.000,00 €;

Vu les articles 13 à 15 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics de travaux et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'article 234 alinéa 1 de la nouvelle loi communale;

Approuve les points suivants :

- 1) le projet de procéder à la rénovation du système de ventilation à la piscine Longchamp;
- 2) les documents d'adjudication (le cahier spécial des charges, le métré récapitulatif, les plans et le plan général de sécurité et de santé);
- 3) l'estimation de la dépense envisagée à savoir 500.000,00 € (T.V.A. comprise) à imputer à l'article 764/724-60/85 du budget extraordinaire 2011;

4) la passation d'un marché par adjudication publique, à la suite de l'avis à publier au Bulletin des Adjudications conformément à l'article 12 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics;

5) la modification du mode de financement de la dépense, soit par subsides et emprunt;

6) l'envoi d'un courrier à la Cocof pour demande de subsidiation de la dépense envisagée.

Onderwerp 4A – 7 : **Zwembad Longchamp.- Renovatie van het ventilatiesysteem.- Goedkeuring van de aanbestedingsvoorwaarden en van de financieringswijziging.**

De Raad,

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de renovatie van het ventilatiesysteem op zwembad Longchamp;

Overwegende dat het nuttig is een nieuwe openbare aanbesteding uit te schrijven voor de bovenvermelde werken;

Overwegende dat het studiebureau Teenconsulting, samen met de dienst Onderhoud van de Gemeentebouwen, een bijzonder lastenboek heeft opgesteld dat een maximale uitgave voorziet van € 500.000,00 (btw inbegrepen);

Overwegende dat deze uitgave voorzien is in artikel 764/724-60/85 van de buitengewone begroting van 2011 waarin een allocatie van € 500.000,00 is opgenomen;

Gezien de financiering van de werken uitsluitend door subsidies voorzien;

Overwegende dat het bedrag van de te ontvangen subsidies uiteindelijk geschat wordt op € 365.000,00, is het aangewezen de financieringswijze te veranderen, namelijk door subsidies en lening van € 135.000,00;

Gezien de artikelen 13 tot 15 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten;

Gezien artikel 234 alinea 1 van de nieuwe gemeentewet,

Keurt de volgende punten goed :

1) het project van renovatie van het ventilatiesysteem van zwembad Longchamp;

2) de aanbestedingsdocumenten (het bestek, de samenvattende opmeting, de plannen en het algemeen veiligheids- en gezondheidsplan);

3) de schatting van de uitgave, te weten € 500.000,00 (btw inbegrepen), onder te brengen bij artikel 764/724-60/85 van de buitengewone begroting van 2011;

4) de afsluitingswijze van de opdracht : een openbare aanbesteding, ten gevolge van het advies om in het Bulletin der Aanbestedingen te publiceren, overeenkomstig artikel 12 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies van openbare werken;

5) de wijziging van de financieringswijze van deze uitgave door subsidies en lening;

6) de Cocof aan te schrijven om subsidies te vragen voor de geplande uitgave.

Objet 4A – 8 : **Convention de mandat à la Commune d'Ixelles dans le cadre d'un marché public de services conjoint à passer via une adjudication publique conformément à la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics de travaux, fourniture et de services pour les services postaux pour les envois de correspondance transfrontières relevant du service universel soumis à l'obtention d'une licence et pour les services postaux ne relevant pas du service universel pendant un an. Approbation.**

Le Conseil,

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics de travaux, fourniture et de services ainsi que les arrêtés pris en exécution de cette loi;

Vu l'article 19 de la loi du 24 décembre 1993 précisant que l'exécution conjointe de marchés publics pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents peut, dans l'intérêt général, faire l'objet d'un marché unique attribué par adjudication, par appel d'offres ou par procédure négociée dans les conditions déterminées par la loi;

Vu la nouvelle loi communale;

Considérant que la libéralisation complète des services postaux en Belgique est effective depuis le 1er janvier 2011;

Vu la circulaire du 15 novembre 2010 invitant les pouvoirs adjudicateurs soumis à la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services à se préparer à remplir les obligations de la mise en concurrence de marchés publics de services de courrier;

Vu la circulaire du 18 février 2011 visant à apporter des conseils pratiques aux pouvoirs adjudicateurs soumis à la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, pour la passation de leurs marchés de services postaux;

Vu la loi du 13 décembre 2010 modifiant les lois du 21 mars 1991, du 9 juillet 2001 et du 17 janvier 2003, entrée en vigueur le 31 décembre 2010, désignant Bpost en tant que prestataire du service universel jusqu'au 31 décembre 2018 d'une part et permettant que d'autres prestataires effectuent les services d'envois de correspondance domestiques et transfrontières entrant relevant du service universel moyennant l'obtention préalable d'une licence individuelle d'autre part;

Considérant qu'une partie des services postaux soit ne relève pas du service universel soit relève du service universel mais n'est pas soumis à l'obtention d'une licence individuelle;

Considérant la nécessité d'assurer la pérennité du service postal en vigueur dans les entités publiques bruxelloises;

Considérant dès lors la nécessité de passer un marché public à cette fin, à savoir un marché public pour les services postaux pour les envois de correspondance transfrontières relevant du service universel soumis à l'obtention d'une licence et pour les services postaux ne relevant pas du service universel (envois postaux supérieurs à 2 kg), pour lequel une mise en concurrence est possible;

Considérant la création d'un Groupe de Travail et d'Information Marchés Publics rassemblant les 19 communes de Bruxelles ayant comme but principal la mise en commun des bonnes pratiques, des connaissances et des expériences dans le cadre du prescrit légal et du traitement des dossiers marchés publics, installé officiellement le 22 mars 2010;

Considérant la participation active du Service Marchés publics de la Commune d'Ixelles dans cette initiative, notamment par la prise en charge de la présidence du GTI MP BXL pendant une durée 3 ans;

Considérant la proposition de la Commune d'Ixelles lors d'une réunion du GTI MP BXL le 23 novembre 2010, de réaliser un marché public de services conjoint pour les services postaux pour les envois de correspondance transfrontières relevant du service universel soumis à l'obtention d'une licence et pour les services postaux ne relevant pas du service universel pendant un an;

Considérant qu'en date du 16 décembre 2010, le Conseil communal d'Uccle a marqué son accord de principe sur la participation de la Commune d'Uccle au marché conjoint relatif aux services postaux, ainsi que sur la désignation de la Commune d'Ixelles comme commune coordinatrice qui interviendra au nom collectif des communes participantes au marché conjoint pour l'attribution et l'exécution du marché;

Considérant que les Conseils communaux des Communes et les Conseils des CPAS intéressés par le fait de se joindre au marché conjoint devront valablement mandater la Commune d'Ixelles pour réaliser en leur nom et pour leur compte un marché de services conjoint pour les services postaux pour les envois de correspondance transfrontières relevant du service universel soumis à l'obtention d'une licence et pour les services postaux ne relevant pas du service universel pendant un an sur la base de la convention faisant l'objet de cette délibération;

Considérant la nécessité de définir le rôle de chacun dans le cadre de la réalisation dudit marché public de services conjoint pour les services postaux à travers une convention de mandat;

Vu la convention type approuvée par le conseil Communal d'Ixelles en date du 17 février 2011,

Décide d'approuver la convention à conclure avec la commune d'Ixelles afin de la mandater dans le cadre de la réalisation d'un marché public de services conjoint à passer via une adjudication publique conformément à la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics de travaux, fourniture et de services pour les services postaux pour les envois de correspondance transfrontières relevant du service universel soumis à l'obtention d'une licence et pour les services postaux ne relevant pas du service universel pendant un an, reprise en annexe de la présente délibération pour en faire partie intégrante.

Onderwerp 4A – 8 : **Overeenkomst van lastgeving aan de gemeente Elsene in het kader van een gezamenlijke overheidsopdracht via een openbare aanbesteding, overeenkomstig de wet van 24 december 1993 betreffende overheidsopdrachten van werken, leveringen en diensten voor postdiensten voor het versturen van grensoverschrijdende brievenpost binnen de universele dienst onderworpen aan het verkrijgen van een vergunning en voor postdiensten buiten de universele dienst gedurende een jaar.- Goedkeuring.**

De Raad,

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende overheidsopdrachten van werken, leveringen en diensten alsook de uitvoeringsbesluiten van deze wet;

Gelet op artikel 19 van de wet van 24 december 1993 dat verduidelijkt dat de gezamenlijke uitvoering van overheidsopdrachten voor rekening van verschillende aanbestedende overheden in het algemeen belang kan worden samengevoegd in een enkele opdracht die wordt gegund bij aanbesteding, door offerteaanvraag of bij onderhandelingsprocedure, onder de voorwaarden bepaald in de wet;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat de postdiensten in België sinds 1 januari 2011 volledig vrijgemaakt zijn;

Gelet op de omzendbrief van 15 november 2010 waarin de aanbestedende overheden die onderworpen zijn aan de wet van 24 december 1993 betreffende overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten van werken, leveringen en diensten worden verzocht zich voor te bereiden om te voldoen aan de verplichtingen van de in mededingingstelling van overheidsopdrachten voor postdiensten;

Gelet op de omzendbrief van 18 februari 2011 waarin praktische raadgevingen worden gegeven aan de aanbestedende overheden die onderworpen zijn aan de wet van 24 december 1993 betreffende overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten van werken, leveringen en diensten om hun opdrachten voor postdiensten te gunnen;

Gelet op de wet van 13 december 2010 die de wetten wijzigt van 21 maart 1991, van 9 juli 2001 en van 17 januari 2003, in werking getreden op 31 december 2010, waarin enerzijds Bpost tot 31 december 2018 wordt aangeduid als aanbieder van de universele dienst en anderzijds andere aanbieders de toelating krijgen om postzendingen van binnenkomende nationale en grensoverschrijdende brievenpost binnen de universele dienst uit te voeren, indien voorafgaand een individuele vergunning is verkregen;

Overwegende dat een deel van de postdiensten geen deel uitmaakt van de universele dienst of wel deel uitmaakt van de universele dienst maar niet onderworpen is aan het verkrijgen van een individuele vergunning;

Overwegende dat het noodzakelijk is dat de van kracht zijnde postdiensten gewaarborgd blijven binnen de Brusselse overheden;

Overwegende dat het bijgevolg noodzakelijk is hiertoe een overheidsopdracht uit te schrijven, met name een overheidsopdracht voor de postdiensten voor de verzending van grensoverschrijdende brievenpost die deel uitmaakt van de universele dienst onderworpen aan het verkrijgen van een vergunning en voor de postdiensten die geen deel uitmaken van de universele dienst (postzendingen zwaarder dan 2 kg), waarvoor in mededingingstelling mogelijk is;

Overwegende dat een Werk- en Informatiegroep Overheidsopdrachten is opgericht, waarin de 19 Brusselse gemeenten vertegenwoordigd zijn, met als hoofddoel goede praktijken, kennis en ervaringen te delen in het kader van de wettelijke voorschriften en het behandelen van dossiers inzake overheidsopdrachten, en officieel is geïnstalleerd op 22 maart 2010;

Overwegende dat de dienst Overheidsopdrachten van de gemeente Elsene actief deelneemt aan dit initiatief, met name door het voorzitterschap van de WIG OO Brussel gedurende 3 jaar op zich te nemen;

Overwegende dat de gemeente Elsene tijdens een vergadering van de WIG OO Brussel op 23 november 2010 heeft voorgesteld een gezamenlijke overheidsopdracht voor postdiensten uit te schrijven voor grensoverschrijdende brievenpost die deel uitmaakt van de universele dienst onderworpen aan het verkrijgen van een vergunning en voor postdiensten die geen deel uitmaken van de universele dienst, gedurende een jaar;

Overwegende dat de gemeenteraad van Ukkel op 16 december 2010 een principe-akkoord heeft gegeven aan de deelname van de gemeente Ukkel aan de gezamenlijke overheidsopdracht betreffende postdiensten, evenals aan de aanduiding van de gemeente Elsene als coördinerende gemeente die in naam van de aan de gezamenlijke opdracht deelnemende gemeenten zal tussenkomen voor de toekenning en de uitvoering van de opdracht;

Overwegende dat de gemeenteraden van de gemeentes en de raden van de OCMW's die erin geïnteresseerd zijn zich aan te sluiten bij de gezamenlijke overheidsopdracht de gemeente Elsene zullen moeten machtigen om in hun naam en voor hun rekening een gezamenlijke dienstenopdracht te verwezenlijken voor postdiensten voor de grensoverschrijdende brievenpost die deel uitmaakt van de universele dienst onderworpen aan het verkrijgen van een vergunning en voor postdiensten die geen deel uitmaken van de universele dienst, gedurende een jaar, op basis van de overeenkomst die het voorwerp is van deze beraadslaging;

Overwegende dat het noodzakelijk is de rol van elkeen te bepalen in het kader van de verwezenlijking van onderhavige gezamenlijke overheidsopdracht voor postdiensten door middel van een overeenkomst van lastgeving;

Gelet op het model van overeenkomst dat de gemeenteraad van Elsene op 17 februari 2011 heeft goedgekeurd,

Besluit de met de gemeente Elsene af te sluiten overeenkomst goed te keuren, tot lastgeving van deze gemeente in het kader van de verwezenlijking van een gezamenlijke overheidsopdracht voor diensten, te gunnen via openbare aanbesteding, overeenkomstig de wet van 24 december 1993 betreffende overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten voor postdiensten voor grensoverschrijdende brievenpost die deel uitmaakt van de universele dienst onderworpen aan het verkrijgen van een vergunning en voor postdiensten die geen deel uitmaken van de universele dienst gedurende een jaar. Deze overeenkomst is als bijlage bij onderhavige beraadslaging opgenomen en maakt er integraal deel van uit.

Objet 4A – 9 : Convention de mandat à la Commune d'Ixelles dans le cadre d'un marché public de services conjoint à passer via procédure négociée sans publicité pour les services postaux relevant du service universel tel que visé à la loi du 21 mars 1991 et soumis à l'obtention d'une licence pendant un an.- Approbation.

Le Conseil,

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics de travaux, fourniture et de services ainsi que les arrêtés pris en exécution de cette loi;

Vu l'article 19 de la loi du 24 décembre 1993 précisant que l'exécution conjointe de marchés publics pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents peut, dans l'intérêt général, faire l'objet d'un marché unique attribué par adjudication, par appel d'offres ou par procédure négociée dans les conditions déterminées par la loi;

Vu la nouvelle loi communale;

Considérant que la libéralisation complète des services postaux en Belgique est effective depuis le 1er janvier 2011;

Vu la circulaire du 15 novembre 2010 invitant les pouvoirs adjudicateurs soumis à la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services à se préparer à remplir les obligations de la mise en concurrence de marchés publics de services de courrier;

Vu la circulaire du 18 février 2011 visant à apporter des conseils pratiques aux pouvoirs adjudicateurs soumis à la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, pour la passation de leurs marchés de services postaux;

Vu la loi du 13 décembre 2010 modifiant les lois du 21 mars 1991, du 9 juillet 2001 et du 17 janvier 2003, entrée en vigueur le 31 décembre 2010, désignant Bpost en tant que prestataire du service universel jusqu'au 31 décembre 2018 d'une part et permettant que d'autres prestataires effectuent les services d'envois de correspondance domestiques et transfrontières entrant relevant du service universel moyennant l'obtention préalable d'une licence individuelle d'autre part;

Considérant qu'actuellement, aucun prestataire n'a introduit une demande dans le cadre de l'obtention de ladite licence individuelle;

Considérant la nécessité d'assurer la pérennité du service postal en vigueur dans les entités publiques bruxelloises;

Considérant dès lors la nécessité de passer un marché public à cette fin, à savoir un marché public pour les services postaux pour les envois de correspondance en Belgique relevant du service universel tel que visé à la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (envois postaux jusqu'à 2 kg) et soumis à l'obtention d'une licence pendant un an, pour lequel actuellement aucune concurrence n'est possible avec le prestataire du service universel désigné par la loi à savoir Bpost;

Considérant la création d'un Groupe de Travail et d'Information Marchés Publics rassemblant les 19 communes de Bruxelles ayant comme but principal la mise en commun des bonnes pratiques, des connaissances et des expériences dans le cadre du prescrit légal et du traitement des dossiers marchés publics, installé officiellement le 22 mars 2010;

Considérant la participation active du Service Marchés publics de la Commune d'Ixelles dans cette initiative, notamment par la prise en charge de la présidence du GTI MP BXL pendant une durée 3 ans;

Considérant la proposition de la Commune d'Ixelles lors d'une réunion du GTI MP BXL le 23 novembre 2010, de réaliser un marché public de services conjoint pour les services postaux relevant du service universel tel que visé à la loi du 21 mars 1991 et soumis à l'obtention d'une licence pendant un an;

Considérant qu'en date du 16 décembre 2010, le Conseil communal d'Uccle a marqué son accord de principe sur la participation de la Commune d'Uccle au marché conjoint relatif aux services postaux, ainsi que sur la désignation de la Commune d'Ixelles comme commune coordinatrice qui interviendra au nom collectif des communes participantes au marché conjoint pour l'attribution et l'exécution du marché;

Considérant que les Conseils communaux des Communes et les Conseils des C.P.A.S. intéressés par le fait de se joindre au marché conjoint devront valablement mandater la Commune d'Ixelles pour réaliser en leur nom et pour leur compte un marché de services conjoint pour les services postaux relevant du service universel tel que visé à la loi du 21 mars 1991 et soumis à l'obtention d'une licence pendant un an sur la base de la convention faisant l'objet de cette délibération;

Considérant la nécessité de définir le rôle de chacun dans le cadre de la réalisation dudit marché public de services conjoint pour les services postaux à travers une convention de mandat;

Vu la convention type approuvée par le conseil Communal d'Ixelles en date du 17 février 2011,

Décide d'approuver la convention à conclure avec la commune d'Ixelles afin de la mandater dans le cadre de la réalisation d'un marché public de services conjoint à passer avec Bpost via une procédure négociée sans publicité conformément à l'article 17, § 2, 1° f) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics de travaux, fourniture et de services pour les services postaux relevant du service universel tel que visé à la loi du 21 mars 1991 et soumis à l'obtention d'une licence pendant un an, reprise en annexe de la présente délibération pour en faire partie intégrante.

Onderwerp 4A – 9 : Overeenkomst tot lastgeving aan de gemeente Elsene in het kader van een gezamenlijke overheidsopdracht voor diensten, te gunnen via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking voor postdiensten binnen de universele dienst zoals bedoeld in de wet van 21 maart 1991 en onderworpen aan verkrijging van een vergunning gedurende een jaar.- Goedkeuring.

De Raad,

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende overheidsopdrachten van werken, leveringen en diensten alsook de uitvoeringsbesluiten van deze wet;

Gelet op artikel 19 van de wet van 24 december 1993 dat verduidelijkt dat de gezamenlijke uitvoering van overheidsopdrachten voor rekening van verschillende aanbestedende overheden in het algemeen belang kan worden samengevoegd in een enkele opdracht die wordt gegund bij aanbesteding, door offerteaanvraag of bij onderhandelingsprocedure, onder de voorwaarden bepaald in de wet;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat de postdiensten in België sinds 1 januari 2011 volledig vrijgemaakt zijn;

Gelet op de omzendbrief van 15 november 2010 waarin de aanbestedende overheden die onderworpen zijn aan de wet van 24 december 1993 betreffende overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten van werken, leveringen en diensten worden verzocht zich voor te bereiden om te voldoen aan de verplichtingen van de in mededingingstelling van overheidsopdrachten voor postdiensten;

Gelet op de omzendbrief van 18 februari 2011 waarin praktische raadgevingen worden gegeven aan de aanbestedende overheden die onderworpen zijn aan de wet van 24 december 1993 betreffende overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten van werken, leveringen en diensten om hun opdrachten voor postdiensten te gunnen;

Gelet op de wet van 13 december 2010 die de wetten wijzigt van 21 maart 1991, van 9 juli 2001 en van 17 januari 2003, in werking getreden op 31 december 2010, waarin enerzijds Bpost tot 31 december 2018 wordt aangeduid als aanbieder van de universele dienst en anderzijds andere aanbieders de toelating krijgen om postzendingen van binnenkomende nationale en grensoverschrijdende brievenpost binnen de universele dienst uit te voeren, indien voorafgaand een individuele vergunning is verkregen;

Overwegende dat tot op heden geen enkele aanbieder een aanvraag heeft ingediend in het kader van het verkrijgen van bovengenoemde individuele vergunning;

Overwegende dat het noodzakelijk is dat de van kracht zijnde postdiensten gewaarborgd blijven binnen de Brusselse overheden;

Overwegende dat het bijgevolg noodzakelijk is hiertoe een overheidsopdracht uit te schrijven, met name een overheidsopdracht voor postdiensten voor brievenpost in België die deel uitmaakt van de universele dienst zoals omschreven in de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsondernemingen (postzendingen tot 2 kg) en onderworpen aan het verkrijgen van een vergunning gedurende een jaar, waarvoor momenteel geen mededinging mogelijk is met de bij wet aangeduide aanbieder van de universele dienst, namelijk Bpost;

Overwegende dat een Werk- en Informatiegroep Overheidsopdrachten is opgericht, waarin de 19 Brusselse gemeenten vertegenwoordigd zijn, met als hoofddoel goede praktijken, kennis en ervaringen te delen in het kader van de wettelijke voorschriften en het behandelen van dossiers inzake overheidsopdrachten, en officieel is geïnstalleerd op 22 maart 2010;

Overwegende dat de dienst Overheidsopdrachten van de gemeente Elsene actief deelneemt aan dit initiatief, met name door het voorzitterschap van de WIG OO Brussel gedurende 3 jaar op zich te nemen;

Overwegende dat de gemeente Elsene tijdens een vergadering van de WIG OO Brussel op 23 november 2010 heeft voorgesteld een gezamenlijke overheidsopdracht uit te schrijven voor postdiensten die deel uitmaken van de universele dienst zoals omschreven in de wet van 21 maart 1991 en onderworpen aan het verkrijgen van een vergunning gedurende een jaar;

Overwegende dat de gemeenteraad van Ukkel op 16 december 2010 een principe-akkoord heeft gegeven aan de deelname van de gemeente Ukkel aan de gezamenlijke overheidsopdracht betreffende postdiensten, evenals aan de aanduiding van de gemeente Elsene als coördinerende gemeente die in naam van de aan de gezamenlijke opdracht deelnemende gemeenten zal tussenkomen voor de toekenning en de uitvoering van de opdracht;

Overwegende dat de gemeenteraden van de gemeentes en de raden van de OCMW's die erin geïnteresseerd zijn zich aan te sluiten bij de gezamenlijke overheidsopdracht de gemeente Elsene zullen moeten machtigen om in hun naam en voor hun rekening een gezamenlijke dienstenopdracht te verwezenlijken voor postdiensten die deel uitmaken van de universele dienst zoals omschreven in de wet van 21 maart 1991 en onderworpen aan het verkrijgen van een vergunning gedurende een jaar op basis van de overeenkomst die het voorwerp is van deze beraadslaging;

Overwegende dat het noodzakelijk is de rol van elkeen te bepalen in het kader van de verwezenlijking van onderhavige gezamenlijke overheidsopdracht voor postdiensten door middel van een overeenkomst van lastgeving;

Gelet op het model van overeenkomst dat de gemeenteraad van Elsene op 17 februari 2011 heeft goedgekeurd,

Besluit de met de gemeente Elsene af te sluiten overeenkomst goed te keuren, tot lastgeving van deze gemeente in het kader van de verwezenlijking van een gezamenlijke overheidsopdracht voor diensten, via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking af te sluiten met Bpost, overeenkomstig artikel 17, § 2, 1° f) van de wet van 24 december 1993 betreffende overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten voor postdiensten die deel uitmaken van de universele dienst zoals omschreven in de wet van 21 maart 1991 en onderworpen aan het verkrijgen van een vergunning gedurende een jaar. Deze overeenkomst is als bijlage bij onderhavige beraadslaging opgenomen en maakt er integraal deel van uit.

Objet 4A – 10 : Pose de bornes escamotables automatiques rue Xavier De Bue.- Frais de raccordement électrique.

Le Conseil,

Vu qu'en séance du 7 décembre 2010, le Collège a approuvé la dépense présumée de 67.881,00 € TVA comprise, les documents d'adjudication, le mode de passation du marché par procédure négociée sans respecter de règles de publicité avec consultation de 3 firmes minimum et a arrêté la liste des firmes à consulter;

Vu qu'en séance du 28 décembre 2010, le Collège a désigné la firme Krautli, Industrialaan 15 à 1702 Dilbeek pour la fourniture et la pose des bornes escamotables automatiques au montant de 67.881,00 € TVA comprise, et qu'en séance sur le Conseil communal a pris cette décision pour information;

Vu que le placement de ces bornes débutera ce 16 mars 2011 et sera réalisé en 3 phases.

Vu qu'une demande de raccordement électrique a été introduite auprès de Sibelga et que le s'élève à 1.888,81 € TVA comprise x 3 sites, soit 5.666,43 € TVA comprise pour l'ensemble des raccordements électriques.

Vu que cette dépense sera imputée à l'article 421/731-60/82 du budget extraordinaire 2011 de l'amélioration de la voirie.

Vu les status de Sibelga il n'y a pas lieu de passer par un marché public de travaux,

Décide :

1) d'approuver la dépense estimée à 5.666,43 € (T.V.A. comprise) à imputer à l'article 421/731-60/82 du budget extraordinaire 2011 pour l'amélioration de la voirie;

2) d'approuver le financement de la dépense par emprunt;

3) de passer commande à l'intercommunale Sibelga aux conditions de son devis du 9 mars 2011 pour la somme de 5.666,43 €.

Objet 4A – 10 : Plaatsing van automatisch verzinkbare palen Xavier De Buestraat.- Elektrische aansluitingskosten.

De Raad,

Gezien in zitting van 7 december 2010, het College ingestemd heeft met de voorziene uitgave van 67.881,00 € BTW inbegrepen, de documenten van de openbare aanbesteding, de wijze van gunning van de opdracht via onderhandelingsprocedure zonder de bekendmakingsregels na te leven met raadpleging van minimum 3 firma's en de goedkeuring van de lijst van de te raadplegen firma's;

Gezien in zitting van 28 december 2010 het College de firma Krautli, Industrialaan 15 te 1702 Dilbeek aangeduid heeft voor de levering en plaatsing van de automatisch verzinkbare palen voor een bedrag van 67.881,00 € BTW inbegrepen en dat in zitting van 16 december 2011 de Gemeenteraad van deze beslissing kennis genomen heeft;

Gezien de aanvang van de plaatsing van deze palen op 16 maart 2011 en zal gerealiseerd worden in 3 fasen.

Gezien er een aanvraag van elektrische aansluiting werd ingediend bij Sibelga en dat de raming 1.888,00 € BTW inbegrepen x 3 sites, oftewel 5.666,43 BTW inbegrepen bedraagt voor alle elektrische aansluitingen;

Gezien het feit dat deze uitgaven vallen onder het artikel 421/731-60/82 van de buitengewone begroting 2011 voor verbetering van de wegen;

Gezien de statuten van Sibelga is er geen behoefte om te gaan door middel van een overheidsopdracht voor werken,

Beslist :

1) het goedkeuren van de geraamde kosten van 5.666,43 € BTW inbegrepen toegeschreven aan het artikel 421/731-60/82 van de uitzonderlijke begroting 2011 voor de verbetering van de wegen;

2) het goedkeuren van de financiering van de uitgaven door lening;

3) het bestellen van de onder Sibelga gegeven voorwaarden van zijn raming van 9 maart 2011 voor een totaal bedrag van 5.666,43 €.

**- MM. Fuld et Hayette sortent -
- de hh. Fuld en Hayette verlaten de zaal -**

Objet 4D – 1 **Police de la circulation routière.- Règlement général complémentaire.- Voiries communales.- Abrogations, rectifications et nouvelles dispositions.**

M./de h. Cohen demande pourquoi M. l'échevin Desmedt n'est pas revenu sur son étude du quart d'heure gratuit alors que cela aurait été nécessaire avant de créer une nouvelle zone?

M. l'échevin/de h. schepen Desmedt explique, qu'après examen de la question, il ressort que ce n'est pas intéressant car seulement 8 % des tickets horodateurs sont pris pour un quart d'heure. Cela nécessiterait l'adaptation de tous les appareils horodateurs, ce qui serait une charge importante.

Le point est approuvé par 30 voix pour et 1 voix contre.

A voté contre : M. Cohen.

Objet 4D – 1 : **Police de la circulation routière.- Règlement général complémentaire.- Voiries communales.- Abrogations, rectifications et nouvelles dispositions.**

Le Conseil,

Attendu que le règlement général complémentaire sur les voiries communales, approuvé par le Conseil communal en séance du 7 septembre 2000, nécessite diverses modifications;

Que certains articles demandent une abrogation, une réactualisation ou une nouvelle disposition,

Décide, par 30 voix pour et 1 contre, de compléter le règlement général complémentaire sur les voiries communales comme suit :

Abrogations :

Article 12.A.- Les voies ci-après sont rendues débitrices de priorité :

12.A.6.- Rue Victor Allard, par rapport aux rues Beeckman et Victor Gambier;

Article 13.A.- Un îlot directionnel est établi sur les voies suivantes :

13.A.21.- Avenue des Tilleuls, à son débouché sur la rue du Bourdon : marquages;

Article 13.C.- La chaussée est divisée en plusieurs bandes de circulation par une ligne blanche dans les voies suivantes :

13.C.1- trois bandes.

13.C.1.6.- Avenue Docteur Decroly au croisement de la rue Gatti de Gamond;

Article 13.D.- Des flèches de sélection sont tracées sur les voies ci-après à l'approche du ou des carrefours mentionnés à la suite de chacune d'elles :

13.D.10.- Rue Gatti de Gamond, à hauteur de l'entrée du parking du supermarché;

Article 14.- Le stationnement est interdit sur les voies ou tronçons de voies suivantes :

14.83.- Rue du Ham, n° 1 : sur 20 m;

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.d- Handicapés.

17.II.1.d.131.- Avenue Jean et Pierre Carsoel, 158, sur une distance de 6 m;

17.II.1.d.194.- Avenue des Faons, 46, sur une distance de 6 m;

Rectifications :

Article 14.- Le stationnement est interdit sur les voies ou tronçons de voies suivantes :

14.36.- Avenue d'Hougoumont, à hauteur du n° 4a sur 20 m et entre l'avenue des Sorbiers et la chaussée de Waterloo;

14.77.- Rue Beeckman, n°s 24 et 26 : sur 10 m;

14.78.- Rue Beeckman, n° 69 : sur 10 m;

14.259.- Chaussée de Saint-Job, du n° 540 au mitoyen des n°s 528-526, de 8h00 à 16h00;

Article 20.- Une zone de stationnement de 1,80 mètre minimum de largeur sera délimitée sur la chaussée parallèlement au trottoir dans les voies suivantes :

20.59.- Rue Victor Allard, du n° 110 au n° 106, du n° 106 au n° 88 et du n° 86 au n° 54;

Article 22.E.- Des zones dans lesquelles la vitesse est limitée à 30 km/h sont prévues aux endroits ci après :

22.E.12.- Drève du Caporal;

22.E.164.- Rue des Griottes, tronçon de voirie compris entre la rue du Roseau et la rue des Bigarreux;

Nouvelles dispositions :

Article 13.E.- Des passages pour piétons sont délimités aux endroits suivants :

13.E.424.- Rue des Cottages, au carrefour avec la rue de la Mutualité;

13.E.425.- Avenue Adolphe Wansart, n° 15;

Article 13.J.- Des zones d'évitement, ayant une longueur qui se situe entre 1 m et 3 m, sauf spécifié autrement, sont établies aux endroits suivants :

13.J.262.- Avenue Jean et Pierre Carsoel, au n° 200;

Article 17.IV.- Le stationnement est limité dans le temps dans les rues suivantes:

17.IV.6.- Avenue Legrand, dans son tronçon situé sur le territoire d'Uccle;

17.IV.7.- Rue De Praetere, dans son tronçon situé sur le territoire d'Uccle;

17.IV.8.- Rue Emile Claus, dans son tronçon situé sur le territoire d'Uccle;

Article 22.A.c.- Une zone de stationnement comprenant des emplacements délimités et pourvus de parcomètres ou d'horodateurs limitant la durée de stationnement conformément aux dispositions de l'article 27.3 de l'A.R est créée sur les voies suivantes :

22.A.c.f- Zones vertes (Uccle - Etoile Coghen);

22.A.c.f.1.- Chaussée d'Alsemberg, du n° 362 au n° 404 et du n° 373 au n° 411;

22.A.c.f.2.- Rue Emile Regard;

22.A.c.f.3.- Avenue Oscar Van Goidtsnoven, du n° 1 au n° 11 et du n° 2 au n° 18;

22.A.c.f.4.- Avenue des Sept Bonniers, sur le territoire d'Uccle;

22.A.c.f.5.- Chaussée d'Alsemberg, de l'avenue Coghen à la rue des Cottages, bilatéralement.

Onderwerp 4D – 1 : **Politie van het wegverkeer.- Aanvullend algemeen reglement.- Gemeentewegen.- Intrekkingen, rechtzettingen en nieuwe bepalingen.**

De Raad,

Overwegende dat het aanvullend algemeen reglement betreffende de gemeentewegen, goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 7 september 2000, verschillende wijzigingen vereist;

Dat bepaalde artikels ingetrokken dienen te worden, een aanpassing of een nieuwe bepaling vereisen,

Beslist, met 30 stemmen voor en 1 tegen, het aanvullend algemeen reglement betreffende de gemeentewegen als volgt aan te vullen :

Intrekkingen :

Artikel 12.A.- De volgende wegen verliezen hun voorrang :

12.A.6.- Victor Allardstraat, tegenover de Beeckmanstraat en de Victor Gambierstraat;

Artikel 13.A.- Op navolgende wegen wordt een verkeersgeleider aangebracht :

13.A.21.- Lindenlaan, waar ze uitkomt op de Horzelstraat : wegmarkeringen;

Artikel 13.C.- Op navolgende wegen wordt de rijbaan verdeeld in meerdere rijstroken door witte strepen :

13.C.1- drie rijstroken.

13.C.1.6.- Dokter Decrolylaan aan de kruising met de Gatti de Gamondstraat;

Artikel 13.D.- Op navolgende wegen worden voorsorteringsspijlen aangebracht bij het naderen van het kruispunt of de kruispunten die erna genoemd worden:

13.D.10.- Gatti de Gamondstraat, ter hoogte van de ingang van de parking van de supermarkt;

Artikel 14.- Op navolgende wegen of wegvakken is het parkeren verboden:

14.83.- Hamstraat nr. 1 : over 20 m;

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden aan :

17.II.1- bepaalde categorieën van voertuigen :

17.II.1.d- Gehandicapten.

17.II.1.d.131.- Jean en Pierre Carsoellaan 158 over een lengte van 6 m;

17.II.1.d.194.- Reebokjeslaan 46 over een lengte van 6 m;

Rechtzettingen :

Artikel 14.- Op navolgende wegen of wegvakken is het parkeren verboden :

14.36.- d'Hougoumontlaan, ter hoogte van nr. 4a over 20 m en tussen de Lijsterbesseboomlaan en de Waterlooosesteenweg;

14.77.- Beeckmanstraat nrs. 24 en 26 : over 10 m;

14.77.- Beeckmanstraat nr. 69 : over 10 m;

14.259.- Sint-Jobsesteenweg, van nr. 540 tot de scheiding van de nrs. 528-526, van 8.00 tot 16.00 u.;

Artikel 20.- Op navolgende wegen zal op de rijbaan en evenwijdig met het trottoir een parkeerzone van minimum 1,80 meter breed afgebakend worden :

20.59.- Victor Allardstraat, van nr. 110 tot nr. 106, van nr. 106 tot nr. 88 en van nr. 86 tot nr. 54;

Artikel 22.E.- Zones met een snelheidsbeperking van 30 km/u zijn voorzien op navolgende plaatsen :

22.E.12.- Korporaaldreef;

22.E.164.- Noordkriekenstraat, weggedeelte tussen de Rietstraat en de Vleeskersenstraat;

Nieuwe bepalingen :

Artikel 13.E.- Op navolgende plaatsen worden oversteekplaatsen voor voetgangers afgebakend :

13.E.424.- Landhuisjesstraat, aan het kruispunt met de Onderlinge Bijstandstraat;

13.E.425.- Wansartlaan nr. 15;

Artikel 13.J.- Op navolgende plaatsen worden verdrijvingsvakken ingericht met een lengte variërend tussen 1 en 3 m, tenzij anders bepaald :

13.J.262.- Jean en Pierre Carsoellaan, aan nr. 200;

Artikel 17.IV.- In de volgende straten is het parkeren beperkt in de tijd :

17.IV.6.- Legrandlaan, op het weggedeelte op het grondgebied van Ukkel;

17.IV.7.- De Praeterestraat, op het weggedeelte op het grondgebied van Ukkel;

17.IV.8.- Emile Clausstraat, op het weggedeelte op het grondgebied van Ukkel;

Artikel 22.A.c.- Op navolgende wegen zal een parkeerzone met afgebakende plaatsen en parkeerautomaten die de parkeertijd beperken overeenkomstig de bepalingen van artikel 27.3 van het Koninklijk Besluit ingericht worden :

22.A.c.f.- Groene zones (Ukkel - Ster Coghén);

22.A.c.f.1.- Alsebergsesteenweg, van nr. 362 tot nr. 404 en van nr. 373 tot nr. 411;

22.A.c.f.2.- Emile Regardstraat;

22.A.c.f.3.- Oscar Van Goidtsnoevenlaan, van nr. 1 tot nr. 11 en van nr. 2 tot nr. 18;

22.A.c.f.4.- Zeven Bunderslaan, op het grondgebied van Ukkel;

22.A.c.f.5.- Alsebergsesteenweg, van de Coghénlaan tot de Landhuisjesstraat, aan weerszijden.

Objet 6A – 1 **Budget 2010.- Approbation des modifications budgétaires n° 3 (service ordinaire) et n° 4 (service extraordinaire).**

Le point est approuvé par 23 voix pour et 8 abstentions.

Se sont abstenus : MM. de Lobkowicz, Beyer de Ryke, Mme Cattoir, MM. Cohen, Wynants, Broquet, Mmes Fremault, Roba-Rabier.

Objet 6A – 1 : **Budget 2010.- Approbation des modifications budgétaires n° 3 (service ordinaire) et n° 4 (service extraordinaire).**

Le Conseil,

Vu sa délibération du 25 novembre 2010 relative aux modifications budgétaires n° 3 et n° 4 (injection des résultats du compte 2009);

Vu les prescriptions de l'article 7 du Règlement général de la Nouvelle Comptabilité communale,

Prend acte de ce que sa délibération du 25 novembre 2010 relative aux modifications budgétaires n° 3 et 4 est devenue exécutoire par expiration du délai sans remarques de l'autorité de Tutelle.

Onderwerp 6A – 1 : **Begroting 2010 - Goedkeuring van de begrotingswijzigingen nr 3 (gewone dienst) en nr 4 (buitengewone dienst).**

De Raad,

Gezien zijn beraadslaging van 25 november 2010 betreffende de begrotingswijzigingen nr 3 en nr 4 (invoering resultaten van de rekening 2009);

Gezien de voorschriften van artikel 7 van het algemeen reglement op de Nieuwe Gemeentelijke Boekhouding,

Neemt kennis van het feit dat zijn beraadslaging van 25 november 2010 betreffende de begrotingswijzigingen nr 3 en 4 uitvoerbaar geworden is door verstrijking van de termijn zonder opmerkingen van de Voogdijoverheid.

Objet 6C – 1 : Service Vert.- Nouvelle loi communale article 234, alinéa 3.- Marchés publics.- Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et échevins.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234, § 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation des marchés par procédure négociée en vertu de l'article 17, § 2, 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,

Prend pour information la décision du Collège des Bourgmestre et échevins suivante :

- 1er mars 2011 - Aménagement des jardins de l'école et de la crèche du Homborch - Exercice 2011 - € 29.998,00 (T.V.A. comprise) - Article 766/725-60/83 - Emprunt;

- 1er mars 2011 - Plantation des carrés d'arbres dans les avenues - Exercice 2011 - € 14.982,22 (T.V.A. comprise) - Article 766/725-60/83 - Fonds de Réserve.

Onderwerp 6C – 1 : Groendienst.- Nieuwe gemeentewet artikel 234, alinea 3.- Overheidsopdrachten.- mededeling van de beslissingen van het college van Burgemeester en Schepenen.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003 en 9 maart 2006;

Gelet op beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 17, § 2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissing van het Schepencollege :

- 1 maart 2011 - Aanleg van de tuinen van de Homborchschool en kindertuin - Dienstjaar 2011 - € 29.998,00 (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/725-60/83 - Lening;

- 1 maart 2011 - Aanplantingen van de boomspiegels in de lanen - Dienstjaar 2011 - € 14.982,22 (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/725-60/83 - Reservefonds.

Objet 8 – 1 Plaine de jeux.- Approbation des modifications du règlement d'ordre intérieur et des projets pédagogiques en vue du renouvellement de l'agrément.

Mme l'échevin/Mevr schepen Maison attire l'attention sur le fait qu'il y a une modification pour le projet pédagogique des maternelles. L'accueil des enfants se fera à l'école de Saint-Job et non à l'école du Homborch.

Objet 8 – 1 : Plaine de Jeux.- Approbation des modifications du règlement d'ordre intérieur et des projets pédagogiques en vue de la demande de renouvellement de l'agrément.

Le Conseil,

Attendu qu'il y a lieu de renouveler la demande d'agrément tous les 3 ans, auprès de l'ONE, afin d'organiser les Plaines de Jeux;

Vu que des modifications devaient également être apportées étant donné le changement de lieu pour la Plaine des maternelles,

Décide d'approuver les modifications apportées aux annexes jointes à savoir le règlement d'ordre intérieur, le projet pédagogique pour les enfants fréquentant la Plaine de Jeux maternelle et le projet pédagogique pour les enfants fréquentant la Plaine de Jeux primaire.

Expédition de la présente délibération et des documents ci-annexés seront transmis en un exemplaire à l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Onderwerp 8 – 1 : **Speelpleinen.- Goedkeuring van de wijzigingen van het huishoudelijk reglement en de pedagogische projecten met het oog op de vernieuwing van de erkenning.**

De Raad,

Aangezien de erkenningsaanvraag om de 3 jaar vernieuwd moet worden bij de ONE om speelpleinen te organiseren;

Aangezien er eveneens wijzigingen zijn inzake de locatie van het speelplein voor het kleuteronderwijs,

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de wijzigingen - in bijlage toegevoegd - aan het huishoudelijk reglement, het pedagogisch project voor de kinderen van het speelplein voor het kleuteronderwijs en voor het pedagogisch project voor de kinderen van het speelplein van het basisonderwijs.

Een afschrift van de onderhavige beraadslaging en de toegevoegde documenten zal naar de Office de la Naissance et de l'Enfance gestuurd worden.

**- MM. de Halleux et de Heusch rentrent -
- de hh. de Halleux en de Heusch komen de zaal binnen -**

Objet 9 – 1 : **Donation d'œuvres par la Fondation Cluysenaar.**

M./de h Cohen revient sur son idée de faire un recensement de toutes les œuvres communales sur le site Internet. Il s'agirait donc de prendre une photo de celles-ci, sans dévoiler le lieu où elles se trouvent afin d'éviter tout vol et d'y ajouter un explicatif de l'œuvre, du peintre ou du sculpteur. Cela serait intéressant pour les concitoyens de se rendre compte des nombreux sculpteurs, écrivains, peintres compétents dans la matière.

Mme l'échevin/Mevr schepen Gol répond que le relevé et la localisation des œuvres existent et pense que ce n'est pas toujours une bonne idée de mettre en avant les richesses de la Commune. Les gens peuvent toujours connaître la localisation de ces œuvres malgré la confidentialité de celles-ci. Mme l'échevin Gol prône l'idée de M. Cohen bien que cela prenne beaucoup de temps pour que les fichiers Excel soient impeccablement tenus et de les rendre accessible au grand public. Actuellement, ils servent aux chercheurs, aux universitaires, ...

Objet 9 – 1 : **Donation d'œuvre par la Fondation Cluysenaar.**

Le Président expose :

"Vu que la Fondation Cluysenaar, créée en 1987 est mise en liquidation cette année;

Que Madame Jacqueline Collier, veuve de John Cluysenaar, agissant par délégation de Maître Nicola Gendrin, liquidateur de la Fondation, souhaite offrir à la Commune d'Uccle, où elle a vécu avec l'artiste, 4 œuvres :

- Buste en bronze d'André Cluysenaar par John Cluysenaar 1924;
- Dessin représentant sa Maman par John Cluysenaar 1920;
- visage imaginaire par John Cluysenaar circa 1969 (peinture de 80 x 70 cm);
- portrait du Docteur Marlow par André Cluysenaar 1904 (huile sur toile de 37x52 cm);

Vu qu'il s'agit d'une cession gratuite d'œuvre;

Que la Commune d'Uccle doit s'engager de ne pas rentabiliser ces œuvres sur le marché de l'art et de les affecter uniquement à des objectifs désintéressés, de mentionner qu'il s'agit d'une donation de la Fondation John CLUYSENAAR, et que si elle devait s'en défaire elle s'engage à les céder à une association qui poursuit un but désintéressé;

Considérant que notre Administration possède déjà plusieurs œuvres réalisées par l'artiste;

Le Collège propose au Conseil communal d'accepter la donation faite par Madame Jacqueline Collier."

Le Conseil,

Entendu l'exposé ci-dessus,

Vu l'article 231 de la nouvelle loi communale,

Décide d'accepter le don de quatre oeuvres par Madame Jacqueline Collier.

Onderwerp 9 – 1 : **Gift van kunstwerken door de stichting Cluysenaar.**

De voorzitter licht toe :

"Aangezien de stichting Cluysenaar, opgericht in 1987, dit jaar in vereffening gaat;

Aangezien mevrouw Jacqueline Collier, weduwe van John Cluysenaar, handelend onder volmacht door Meester Nicola Gendrin, vereffenaar van de stichting, aan de gemeente Ukkel, waar ze met de kunstenaar heeft gewoond, 4 werken wenst aan te bieden :

- Bronzen borstbeeld van André Cluysenaar door John Cluysenaar (1924)
- Tekening van zijn moeder door John Cluysenaar (1920)
- Ingebeeld gezicht door John Cluysenaar circa 1969 (schilderwerk 80 x 70 cm)
- Portret van dokter Marlow door André Cluysenaar 1904 (olieschilderij 37 x 52 cm)

Aangezien de meesterwerken gratis worden aangeboden;

Aangezien de gemeente Ukkel zich verbindt tot het volgende: deze werken niet op de markt brengen, enkel gebruiken voor belangeloze doelstellingen, steeds vermelden dat het om een gift gaat van de stichting John CLUYSENAAR en indien de gemeente deze werken van de hand wil doen deze enkel overdragen aan een vereniging die een belangeloze doelstelling nastreeft;

Overwegende dat ons bestuur reeds verschillende andere werken van de kunstenaar bezit;

Het college stelt de gemeenteraad voor om de gift van Mevrouw Jacqueline Collier te aanvaarden."

De Raad,

Gelet op deze toelichting;

Gelet op artikel 231 van de nieuwe gemeentewet,

Beslist de gift door mevrouw Jacqueline Collier te aanvaarden.

Objet 9 – 2 : **Subside exceptionnel à l'Orchestre Philharmonique d'Uccle.**

Le Président expose :

"Vu que le service responsable de la mise à disposition de la Salle du Conseil Maison communal s'est trompé et a promis cette salle tant à l'Orchestre Philharmonique qu'à l'Académie d'Uccle pour leur concert du 25 mars;

Que l'Orchestre Philharmonique ne peut changer la date de son concert vu que des solistes viennent de différents endroits;

Que les affiches, flyers et autres médias de promotion ont déjà été réalisés et imprimés par les soins de l'Orchestre;

Que conformément à la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions exigeant du bénéficiaire la production de pièces justificatives prouvant la mise sur pied de l'activité subsidiée, l'association concernée fournira toutes les pièces probantes relatives aux dépenses occasionnées par cette manifestation;

Le Collège propose d'accorder un subside exceptionnel de 500 € à l'Orchestre Philharmonique pour couvrir les frais de location de la Salle et de promotion du spectacle.

Cette dépense sera imputée à l'exercice 2011 - Article 775/332-02/70

Allocation : 26.000 € - Disponible : 26.000 €."

Le Conseil,

Entendu l'exposé ci-dessus,

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, précisant que l'octroi de subsides en espèces en faveur d'activités culturelles régulières, est de la compétence de l'assemblée représentative de l'autorité publique;

Que sur le plan communal, cette assemblée représentative est constituée par le Conseil communal;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions exigeant du bénéficiaire la production de pièces justificatives prouvant la mise sur pied des activités subsidiées;

Etant donné que les documents et pièces justificatives prouvant la mise sur pied de cette activité nous seront fournis,

Décide d'accorder à l'Orchestre Philharmonique un subside exceptionnel de 500 € couvrant les frais de location de la salle et de promotion du spectacle.

Onderwerp 9 – 2 : **Buitengewone toelage toegekend aan het Filharmonisch orkest van Ukkel.**

De Voorzitter zet uiteen :

"Gelet dat een vergissing begaan werd door de verantwoordelijke dienst die de Raadzaal ter beschikking stelt;

De zaal werd op naam van het het Orkest en tevens op naam van de Muziekacademie van Ukkel voor hun concert van 25 maart voorbehouden;

Dat het Orkest de datum van het Concert onmogelijk kan veranderen daar de solisten uit verschillende steden komen;

Dat de affiches, flyers en andere media al door het Orkest opgeruimd en gedrukt werden;

Dat het Orkest genoodzaakt werd een andere locatie te vinden voor het concert;

Het College stelt voor een buitengewone toelage van 500 € aan het Filharmonisch Orkest van Ukkel toe te kennen teneinde de huurkosten en de publiciteit te dekken;

Deze uitgave zal in de begroting 2011 ingeschreven worden onder artikel 775/332/02/70
- Toelage : 26.000 € - Beschikbaar : 26.000 €"

De Raad,

De voorgaande uiteenzetting gehoord hebbend;

Gelet op de wet van 16 juli houdende bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen waarbij bepaald wordt dat de verdeling van deze toelage voorzien voor de culturele activiteiten, tot de bevoegdheid van de vertegenwoordigende vergadering der overheid behoort;

Dat op het gemeentelijk vlak deze vergadering wordt gevormd door de Gemeenteraad;

Gelet op de wet van 14 november 1983 aangaande de controle op de toekenning en de aanwending van dergelijke toelagen, waarbij aan de begunstigde de desbetreffende rechtvaardigende stukken worden gevraagd teneinde de gesubsidieerde activiteit te staven;

Aangezien de documenten en de bewijsstukken betreffende de inrichting van deze activiteit ons zullen bezorgd worden;

Beslist een buitengewone toelage van 500 € aan het Filharmonisch Orkest toe te kennen teneinde een gedeelte van het tekort van deze manifestatie te dekken.

Objets inscrits à l'ordre du jour à la demande de Conseillers communaux :
Onderwerpen op de agenda ingeschreven op aanvraag van gemeente-
raadsleden :

1. **M. Cohen** : **Propriétés communales : commerces vides au coin Stalle/Neerstalle.**

1. **de h. Cohen** : **Gemeentelijke eigendommen : lege handelzaken aan de hoek Stalle/Neerstalle.**

M./de h Cohen expose que les deux surfaces commerciales situées au coin Neerstalle/Stalle et appartenant à la Régie foncière sont vides depuis plusieurs mois. Apparemment, la plus grande surface a trouvé un repreneur mais il a fallu longtemps.

A ce titre, M. Cohen aimerait connaître le procédé pour louer une surface commerciale : passe-t-on par une agence immobilière ou non ? Mais plus fondamentalement, le dossier de cette surface relouée est symptomatique d'une mauvaise gestion de la Régie foncière. En effet, l'ancien locataire est tombé en faillite en laissant une ardoise de plus d'un an de loyers non payés ainsi que le précompte immobilier. Au total, en tenant compte des loyers impayés et du manque à gagner dû au vide locatif, la Régie a perdu plus de 25.000 €. Pour la seconde surface commerciale, le même processus s'est produit mais heureusement pour des montants moindres.

M. Cohen demande comment la Régie a-t-elle pu laisser de telles dettes se créer ? Il y a un manque de suivi des impayés qui ont été dénoncés à plusieurs reprises. Quels sont les changements qui vont être mis en place pour que de telles situations et de telles pertes ne se reproduisent plus ? Concernant la deuxième surface commerciale qui ne trouve pas de locataire, n'est-il pas dès lors envisageable de la reconverter en logement ?

- **MM. Fuld et Hayette rentrent** -
- **de hh. Fuld en Hayette komen de zaal binnen** -

Mme l'échevin/de Mevr schepen Dupuis répond qu'elle n'est pas responsable de la situation et a eu la curiosité de remonter l'historique. Concernant le grand commerce, qui n'est plus vide, le locataire, ayant signé un bail en septembre 2007, a omis de payer deux loyers pendant la première année. Le dossier a été mis au Contentieux. Le problème est qu'il a disparu au mois de juin 2009. Une notification de sa disparition a été faite en septembre, voilà pourquoi il y a une année de vide. Ce n'est pas parce qu'on est à la poursuite des impayés du précédent qu'on ne peut pas remettre en location. Mais pour se remettre dans le circuit, il faut remettre en état locatif, ce qui peut aussi prendre 4 ou 5 mois. Depuis le 1^{er} janvier, il y a un locataire dans le grand immeuble pour 2.700 € qui paie son loyer et fait des travaux d'installation.

Concernant le 33 m², il faudrait proposer au Collège de baisser le prix parce qu'on ne trouvera pas de locataire sérieux pour plus de 900 € par mois, pour un 33 m² à cet endroit et sans commodités. La location n'a pas été mise entre les mains d'une agence immobilière. Il y a eu des appels dans les journaux et des affiches «à louer» ont été apposées.

M./de h. Cohen estime que ce n'est donc pas dû à une mauvaise gestion de la Régie mais à un manque de personnel et ajoute que, parfois, il y a des oublis ou un retard.

Mme l'échevin Dupuis explique qu'il y a un grand manque de personnel et les procédures de Contentieux sont longues et compliquées. L'erreur est d'attendre qu'elles soient terminées pour remettre en location. Le problème n'est pas de remettre en location mais de remettre en état, ce qui prend du temps.

M. Cohen propose qu'il faudrait trouver de nouvelles procédures. La remise en location peut être donnée à une agence, qui parfois est plus performante.

2. **Mme Fremault : La politique de réhabilitation des étages vides au-dessus des commerces.**

2. **Mevr Fremault : Politiek inzake de leegstand boven winkels.**

Mme/Mevr Fremault relève une problématique d'importance, celle des étages vides situés au-dessus des commerces. La réaffectation de ces espaces vides en logements permet de rétablir une mixité des fonctions et un contrôle social dans des quartiers bien souvent déserts dès la fermeture des commerces. Elle permet parfois également de valoriser un patrimoine de valeur peu entretenu faute d'occupants. Mais le principal avantage du réinvestissement de ces espaces vacants reste bien évidemment la production de nouveaux logements en soi. Cependant, de nombreux obstacles existent et freinent voire empêchent la reconversion de ces lieux en logement. Il ressort de la pratique que l'un des principaux obstacles demeure l'accès aux étages supérieurs de ces commerces pour permettre la création de ces logements. Certaines communes, comme la Ville de Bruxelles, ont adopté des primes spécifiques pour encourager les propriétaires de ces immeubles à créer de tels accès séparés. La Ville de Bruxelles a créé une prime "accès séparé" pour les commerces situés dans la zone Unesco. D'autres initiatives existent pour promouvoir la réaffectation de ces espaces vacants à savoir l'existence, dans certaines communes, de mémentos des bonnes pratiques en la matière. La promotion des A.I.S. s'avère être l'un des outils privilégiés au niveau régional pour faire face à cette problématique. La déclaration de politique générale du Collège 2007-2012 précise que "lors de la rénovation des commerces, un accès séparé sera imposé pour les logements à l'étage".

Les questions sont les suivantes : quel bilan peut-on à ce jour tirer de cet objectif fixé en 2007? Un tel accès a-t-il été exigé pour chaque rénovation de commerce ou à tout le moins dans la majorité des cas? Si non, pourquoi? Quelles sont les autres mesures qui furent adoptées pour accentuer la réhabilitation des étages vides au-dessus des commerces en logement? Certaines mesures sont-elles actuellement à l'étude? Si oui, lesquelles? Des actions, ciblant les quartiers commerçants les plus importants, comme par exemple la chaussée d'Alseberg, le quartier du "Fort Jaco" ou de "la Bascule", ont-elles été menées? Y a-t-il eu, à ce sujet, des contacts avec des associations représentatives des commerçants comme par exemple l'association des commerçants d'Uccle centre ou encore l'association des commerçants du Vivier d'Oie? Si oui, lesquels? Qu'en ressort-il? Des demandes spécifiques ont-elles été formulées par ces associations?

Mme l'échevin/Mevr schepen Dupuis pense que ce serait un avantage de transformer en logements les étages au-dessus des commerces. En effet, les habitants pourraient sécuriser ces commerces par le fait qu'ils restent constamment au-dessus d'eux.

La meilleure technique, pratiquée par la Ville de Bruxelles, était qu'une équipe allait de commerces en commerces et essayait de persuader les commerçants ou les propriétaires, qu'il y avait intérêt à mettre leur logement dans le circuit, à pratiquer des politiques différentes pour l'élargissement des entrées, voire à mettre leur logement en Agence Immobilière Sociale parce que cela permet à un privé d'obtenir des primes à la rénovation comme un organisme public. C'est le grand avantage de l'A.I.S. qui informe qu'à Uccle, onze logements n'ont rien demandé au point de vue primes ou autres. Par contre, un immeuble à la place Saint-Denis a profité d'être en A.I.S. pour obtenir des primes de rénovation. Un prospecteur parcourt les rues et ramène tous les jours certains nombres d'éléments. Dans sa campagne 2010, il a recensé 134 logements vides (logement vide ne veut pas dire inoccupé), dont 14 au-dessus des commerces avec entrée distincte. Il rapporte également qu'au-dessus des magasins, il y a systématiquement des entrepôts. Il faut donc relativiser car sur l'ensemble des logements vides, il n'y en a que 14 sur 134 mais en même temps, une approche pourrait être faite de ce phénomène et l'impression est légèrement désagréable d'avoir des entrées séparées barricadées.

Mme l'échevin Dupuis va faire une recherche, mais pas exclusivement pour les logements au-dessus des commerces, pour savoir si les logements sont vraiment inoccupés et les prendre en gestion publique. La seule technique qui fournit vraiment des résultats est de persuader chaque propriétaire de commerce que ce n'est pas une bonne idée d'avoir des logements vides.

Mme/Mevr Fremault demande s'il n'y a pas eu de contacts pris avec Atrium qui a prospecté notamment dans le cadre de la rue Vanderkindere et a commencé à faire des études.

Mme l'échevin/Mevr schepen Dupuis explique que ce n'est pas un problème, vu qu'on sait où se trouvent les logements vides. Le plus important est la mise en œuvre, chaque fois qu'il y a rénovation de principe urbanistique, des entrées séparées et l'on devrait refaire une liste de 10 ou 20 logements vides, inoccupés ceux-là, que l'on prendrait en gestion publique. C'est une technique qui pourrait fonctionner.

M. l'échevin/de h. schepen Cools explique que la vacuité des étages des rez-de-chaussée commerciaux et surtout des étages au-dessus des commerces est en recul. Dans certains cas, il n'y a pas de logements aux étages parce qu'un certain nombre de commerces veulent continuer à y mettre leur stock mais de moins en moins de commerces le font. Il y a donc une évolution de reconversion en logements. La Commune d'Uccle a été pionnière en la matière vu le nombre de résultats probants dans les différentes rues. Lors de l'instruction de demande des permis, il y a chaque fois un débat avec le demandeur en fonction des besoins du commerce qui va s'installer. On va continuer cette politique qui peu à peu commence à porter ses fruits et qui permet aussi de recréer une mixité importante en créant de nouveaux logements dans les différents quartiers commerciaux.

M. l'échevin/de h. schepen Dillies souligne que le Gouvernement bruxellois a ouvert aux communes la possibilité d'adhérer à Atrium. D'un contact pris avec le Directeur Général de cet organisme, il appert qu'à la suite de la nouvelle déclaration du Gouvernement bruxellois, il y aurait des possibilités pour des communes comme Uccle de faire appel à leurs services.

3. **M. Cohen : Campagne pour l'achat de défibrillateurs auprès de l'Horeca.**
3. **de h. Cohen : Horeca.- Campagne voor de aankoop van defibrillators.**

M./de h. Cohen expose que selon le journal "la Dernière Heure", la Commune va dépenser 2.500 € afin de mener une campagne auprès de l'Horeca pour l'acquisition de défibrillateurs et ce à l'initiative de M. l'échevin Sax. En quoi consistera exactement cette campagne et quels types d'actions seront menées ? Pourquoi cette campagne est-elle sous la responsabilité de M. Sax, échevin de l'Etat civil ? Alors que la Commune d'Uccle connaît des difficultés financières, est-il normal qu'elle intervienne et dépense de l'argent public dans une telle campagne et se mêle de la vie du secteur commercial ?

M. l'échevin/de h. schepen Sax explique qu'il milite depuis un certain temps pour l'installation de défibrillateurs dans la Commune d'Uccle et remercie le Collège de l'avoir suivi dans sa suggestion d'équiper les bâtiments publics de ces appareils. La maison communale en est maintenant équipée après avoir eu une séance d'information auprès d'une vingtaine de fonctionnaires de la maison communale. Les commissariats de police ainsi que six véhicules de police en sont aussi équipés. Le souci est de trouver des endroits où ces appareils seraient facilement accessibles dans l'attente de l'arrivée des secours. Le plus, dans cette campagne, serait de tenter d'équiper les restaurants et les copropriétés d'immeubles de ces appareils.

M. l'échevin Sax insiste qu'il n'a jamais été prévu de campagne auprès de l'Horeca d'un montant de 2.500 € mais le prix d'un défibrillateur s'élève à 2.500 €.

Mme/Mevr Fraiteur demande où se trouvent lesdits défibrillateurs et s'il y a une formation de prévue?

M. l'échevin/de h. schepen Sax répond qu'une valise se trouve à gauche derrière le bureau d'accueil. Il y a une quinzaine de personnes formées mais l'utilisation est très simple.

4. **Mme Francken : Chantier de démolition sur le site Illochroma.**

4. **Mevr Francken : Site Illochroma.- Afbraakwerf.**

Mme Francken expose que le vendredi 18 mars 2011, l'I.B.G.E. et la police sont intervenus sur le site Illochroma, à la demande de la commune, pour arrêter le chantier de démolition de l'ancienne usine. En effet, ces travaux étaient effectués sans permis ni autorisation. Les habitants du quartier sont inquiets d'une éventuelle pollution (on parle d'amiante et de fûts qui contiendraient des produits toxiques). Est-il possible d'avoir des informations sur le déroulement des faits? Quelle sera la suite des événements? Les habitants du quartier seront-ils informés de la situation? Si oui, via quel média?

M. l'échevin Cools explique qu'un incident s'est produit dans les anciennes usines Illochroma et s'est rendu à une réunion organisée par le Secrétaire d'Etat pour présenter un projet régional de logements à la plaine du Bourdon. A l'issue de cette réunion, un habitant a précisé que des travaux étaient à l'arrêt près de chez lui et que des machines à outils étaient vidées. Il se demandait si des plaques d'amiante n'étaient pas enlevées. Un fonctionnaire du service de l'Environnement a été voir sur place et a constaté qu'il y avait un certain nombre de travaux accomplis, de démolition et d'enlèvement de plaques d'amiantes qui était en cours et sans permis. Comme les permis en la matière sont gérés par l'I.B.G.E., l'inspecteur de l'I.B.G.E. a bien évidemment été prévenu et est venu, accompagné de la police judiciaire, qui a arrêté tout le chantier. Il a procédé aussi à toute une série d'examen pour voir la situation et aucun danger n'a été constaté. Mais ce n'est pas parce qu'il n'y a aucun danger que c'est excusable. Tout cela est sous contrôle de l'I.B.G.E. mais il faut voir comment les riverains seront informés de la situation une fois les rapports écrits de l'I.B.G.E. reçus.

- La séance est levée à 21h 50. - De zitting wordt opgeheven om 21u 50 -

Par ordonnance - Op bevel :
Le Secrétaire communal,
De Gemeentesecretaris,

Le Président,
De Voorzitter,